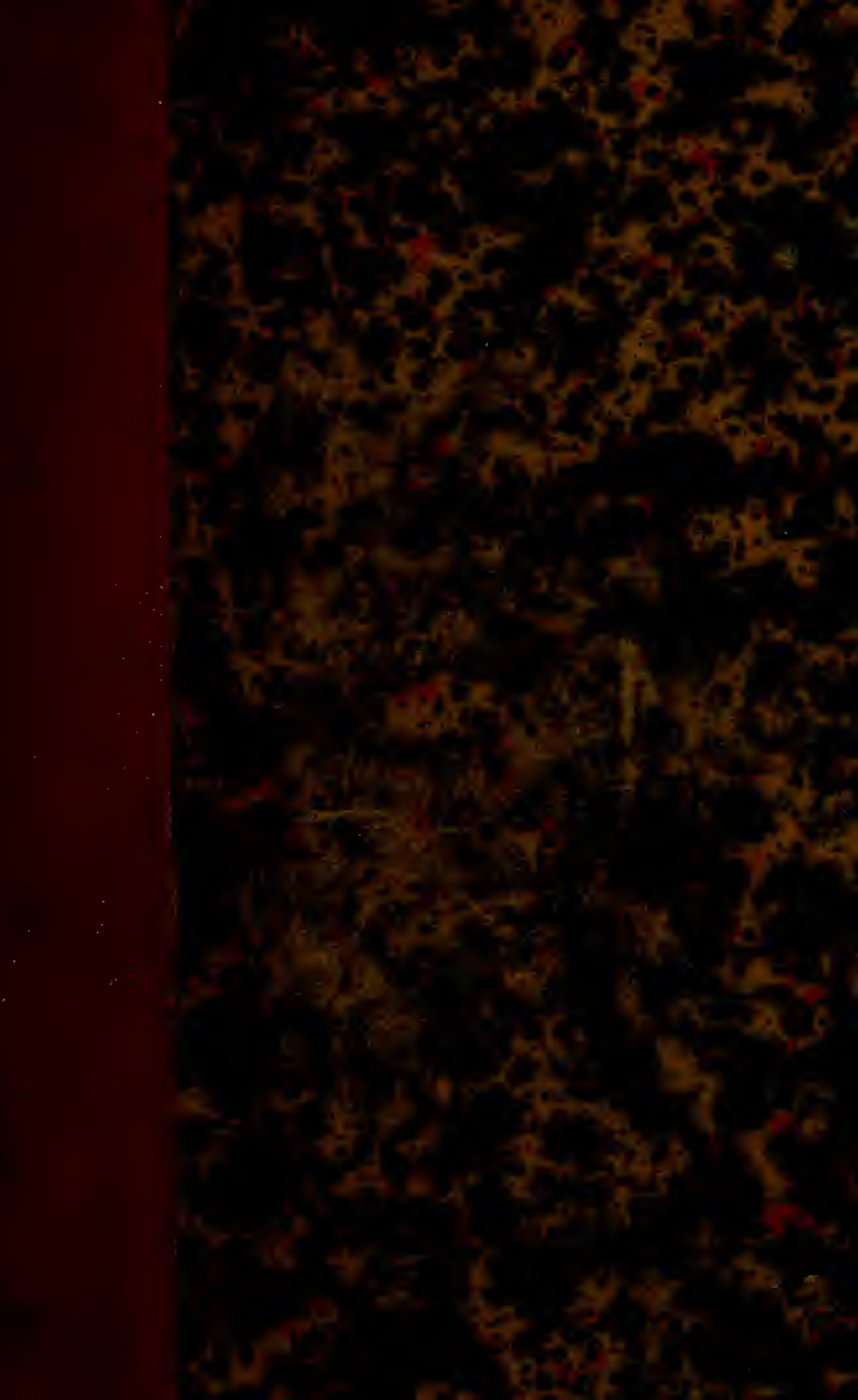




No. 3069.244
THE TRVSTEES OF THE
PVBLIC LIBRARY
LVX
OMNIVM
CIVIVM
OF THE CITY OF
BOSTON
1852 : 1878


APR 27
DEC 19



LÉON TOLSTOÏ

LE GRAND CRIME

PRÉCÉDÉ D'UNE

LETTRE AU TSAR

TRADUIT DU RUSSE

Par E. HALPÉRINE-KAMINSKY

PARIS

BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER

EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR

11, RUE DE GRENELLE, 11

1905

LE GRAND CRIME

EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR, 11, RUE DE GRENELLE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

PUBLIÉS DANS LA **BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER**

à 3 fr. 50 le volume.

PLAISIRS VICIEUX, traduit du russe par Halpérine-Kaminsky, préface par Alexandre Dumas, de l'Académie française (3e mille) . . . . 1 vol.

PLAISIRS CRUELS, contenant la profession de foi de l'auteur, traduit du russe par Halpérine-Kaminsky, préface par Charles Richet, professeur à la Faculté de médecine de Paris (3e mille) . . . . . . 1 vol.

LA VRAIE VIE, traduit du russe par Halpérine-Kaminsky (7e mille) . . . . 1 vol.

APPELS AUX DIRIGEANTS, traduction de Halpérine-Kaminsky . . . . 1 vol.

CONSEILS AUX DIRIGÉS, traduction de Halpérine-Kaminsky . . . . 1 vol.

Il a été tiré de cet ouvrage
cinq exemplaires numérotés sur papier de Hollande.

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette. 11018.

LÉON TOLSTOÏ

LE
GRAND CRIME

LA CONSTITUTION & LE PARTAGE DES TERRES

PRÉCÉDÉ D'UNE LETTRE AU TSAR

TRADUIT DU RUSSE PAR

E. HALPÉRINE-KAMINSKY

TROISIÈME MILLE

PARIS
BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11

1905

PRÉFACE DU TRADUCTEUR

La crise politique que traverse en ce moment l'empire des tsars n'a pas laissé indifférent Léon Tolstoï, bien que, selon le mot de Gorki, « il plane trop haut au-dessus de la Russie ». Mais, fidèle à ses principes, à son attitude rectiligne d'apôtre, s'il fait entendre sa puissante voix, c'est pour condamner le mouvement actuel qui soulève toutes les classes éclairées de la Russie. Il leur reproche, en effet, de créer une agitation dans le seul but d'obtenir des réformes purement politiques, en négligeant la solution du vé-

ritable problème qui importe avant tout : la misère économique de cent millions de paysans.

Cette idée, développée dans le présent volume, fut d'abord résumée dans le télégramme que Tolstoï adressa à un journal américain qui avait sollicité son opinion :

« Le but de l'agitation des Zemstvos est de limiter le pouvoir despotique et d'établir un gouvernement représentatif. Que les meneurs de cette agitation voient leurs desseins réalisés, ou qu'ils continuent simplement à troubler le pays, le résultat certain, dans les deux cas, sera l'ajournement de la véritable amélioration sociale, puisqu'elle ne peut être obtenue que par le perfectionnement religieux, autrement dit moral, de l'individu. Tandis que l'agitation politique, en donnant aux individus l'illusion funeste de l'amélioration sociale par le change-

ment des formes extérieures du régime, arrête généralement le vrai progrès, comme on peut le constater par l'exemple de tous les États constitutionnels : France, Angleterre, Amérique. »

Le laconisme et l'imprécision forcée de cette dépêche prêtèrent aux commentaires intéressés des réactionnaires et impressionnèrent d'autant plus péniblement tous ceux qui luttent contre le gouvernement bureaucratique qu'ils savaient l'illustre vieillard de Yasnaïa Poliana ami de toutes les libertés et qui, cependant, semblait mettre son autorité universelle au service des adversaires de ces mêmes libertés.

Aussi, fut-il pris à partie par toute la presse radicale, et un autre écrivain qui vient de s'imposer à l'attention publique, Maxime Gorki, s'en constitua l'interprète fougueux en s'exprimant sur le vieux maître sans ménagement :

« Cet homme, dit-il, est devenu l'esclave de son idée. Il y a longtemps qu'il s'isole de la vie russe et n'écoute plus la voix du peuple. J'ai été personnellement témoin de la visite qu'a faite à Tolstoï un groupe de paysans venus pour le consulter sur leur situation. Or, au lieu de bien écouter les moujiks, afin de leur donner ensuite quelques conseils pratiques, il se mit à développer devant eux ses considérations transcendantes, ses idées favorites, que non seulement des paysans, mais même nos intellectuels sont encore incapables de s'assimiler réellement... Non, il ne faut point ajouter une grande importance aux paroles de Tolstoï sur la situation actuelle de la Russie. Il plane trop haut au-dessus d'elle... »

La Pensée Russe (*Rousskaïa Mysl*), la revue moscovite qui va publier l'étude intitulée le *Grand Crime* et qui m'a été

communiquée[1], ne peut elle-même se dispenser de l'accompagner de cette remarque de son directeur, M. Goltsev :

« Nous insérons avec une profonde reconnaissance l'article du grand écrivain. Mais nous sommes en désaccord complet avec lui sur des questions essentielles. Car, comme le dit Spéransky[2], « les institutions sans hommes sont vaines; mais les hommes sans institutions sont également impuissants à faire du bien. »

On comprendra, en lisant le *Grand Crime*, que cette remarque vise les libertés nécessaires à l'accomplissement de l'œuvre même que recommande Tolstoï. Mais l'apôtre le sait bien, et s'il

1. La traduction que j'en donne a été faite d'après le texte russe intégral qui paraît à Londres dans l'édition de Tchertkoff, ami intime de Tolstoï.

2. Le célèbre ministre d'Alexandre Ier, auteur d'un projet de Constitution que son souverain avait d'abord l'intention d'accorder.

semble « planer haut », c'est parce qu'il évite de s'écarter de la voie qu'il s'était tracée en s'attardant à des réformes « extérieures » ; il s'efforce obstinément à y ramener l'humanité sans souci des contingences immédiates, et cette voie, on le sait, est le perfectionnement individuel par la morale religieuse, nullement dans le sens mystique du mot. Quant à la transformation sociale elle ne peut se faire que par la nationalisation du sol, base de notre vie économique.

Aussi, les attaques ennemies, autant que les reproches amicaux, ne troublent point sa sérénité ni sa foi inébranlable en le triomphe final de sa cause. Dans une lettre privée, où la pensée ne subit pas la contrainte qui pèse, malgré tout, sur un aveu public, il dit avec conviction :

« Je prise beaucoup le dicton russe : Un vieux qui ment, c'est un riche qui vole. Il exprime parfaitement ce que

j'éprouve le plus souvent sur mes vieux jours. Je n'ai plus longtemps à vivre : comment pourrai-je cacher devant Dieu (devant ma conscience) ce que je considère comme vérité, cette vérité qui me fait vivre et avec laquelle je me présenterai devant Celui qui nous a envoyé ici-bas ? Je ne vous aurais pas parlé de ce qui me semble vrai, si vous n'aviez pas estimé nécessaire de me faire part de celles de vos idées qui sont en désaccord avec les miennes, ce dont je vous suis bien reconnaissant. Et j'aurais commis un mensonge si je ne vous avais pas répondu...

« Je connais ce terrible dilemme, — j'en ai assez souffert, — qui se pose devant tout homme revenu au sentiment religieux, et qui cherche à établir son attitude envers Dieu : se séparer des autres hommes, mais se préserver ainsi de toute contamination morbide ; ou bien

demeurer parmi eux, mais embrouiller sa claire conception de Dieu par des croyances vaines, complexes et lui donnant un sens factice. Le choix de la seconde issue est périlleuse, car dans les questions de foi on ne saurait se contenter par des à peu près : on est bien obligé de suivre le droit chemin. C'est pourquoi j'ai choisi la première issue.

« Au début, je me trouvai seul, mais — j'en ai foi — avec Dieu. Et bientôt je m'apercevais que, loin d'être isolé, j'étais en communion avec tous les hommes du passé et du présent avec lesquels je souhaitais le plus être en contact. Car le rapprochement, l'union des hommes par un amour unique, par une vérité unique ne se réalise pas en vertu de la croyance en Christ, en Mahomet ou en Bouddha, mais en Dieu seul... »

Quand on possède à ce point la foi, doublée d'une pareille conviction raison-

née, quand on s'oriente vers un idéal qui resplendit au loin, mais dont les rayons apportent déjà la chaleur vivifiante, on ne saurait désormais être détourné de ce chemin lumineux par des préoccupations éphémères. Et telle est la force d'attraction de la sincérité que de tous les points du globe des assoiffés de vérité et de justice tendent vers ce croyant les mains, et nombreux sont ceux qui s'engagent déjà à sa suite.

Dans l'instant même où les Japonais soutenaient contre le pays de Tolstoï une lutte meurtrière comme jamais l'humanité n'en avait connue, ils s'adressaient à l'ermite de Yasnaïa Polïana comme au maître de leurs pensées, sollicitaient ses avis. En septembre 1904, un journaliste de Tokio, M. Izo-Abé, lui écrivit pour l'informer de l'insertion dans son journal, *Heimin Shimbun Sha*, de la traduction du fameux écrit de Tolstoï : *La guerre*

russo japonaise, accompagné d'un article sur l'écrivain russe constatant sa grande popularité au Japon. « La Russie peut être fière, à juste titre, de posséder un si grand homme, dit entre autres l'auteur japonais. Mais, à vrai dire, il appartient plutôt à toute l'humanité qu'à une seule nation... Il se dresse, telle une montagne immuable, sur le sol fragile de la société russe. Aussi, serait-il moins douloureux pour la Russie de perdre la Mandchourie que de perdre Tolstoï. »

Tolstoï répondit à son « cher ami » Izo-Abé en exprimant sa joie de se savoir au Japon des amis et des collaborateurs avec lesquels il peut être en étroite communion d'idée. Mais il ajouta, avec son habituelle rectitude et sans faire grâce à la doctrine socialiste dont son correspondant s'était déclaré partisan :

« Le socialisme a pour but la satisfaction des besoins les plus bas de l'homme :

son bien-être matériel. Or, même ce but, il est impuissant à l'atteindre par les moyens qu'il préconise.

« Le véritable bonheur de l'homme, celui de l'âme, de l'esprit, englobe aussi le bien-être matériel. Et ce but plus élevé ne peut être atteint que par le perfectionnement individuel, religieux et moral, de tous les humains constituant chaque peuple et l'ensemble de l'humanité.

« La religion, pour moi, est la croyance en la loi universelle de Dieu, obligatoire pour tous. Elle est pratiquement exprimée dans le commandement d'aimer son prochain et de lui faire ce que nous voulons qu'il nous soit fait.

« Je sais que cette voie ne semble pas aussi rationnelle que celle du socialisme et des autres doctrines économiques, mais elle est la seule vraie. Et tous les efforts que nous employons pour

mettre en pratique ces fausses doctrines sont inutilement perdus pour la cause du vrai bonheur de l'humanité et de l'individu. »

Ainsi, qu'il parle à ses compatriotes ou aux étrangers, qu'il s'adresse aux humbles ou aux grands de la terre, aux adversaires ou aux partisans, vrais ou supposés, il poursuit la même idée, sans se préoccuper des conditions de temps, de pays, de régime politique, de classe et de rang social. On lira tout à l'heure sa lettre au tsar, plus loin celle à un autre Japonais, ou encore à des paysans du Caucase, et partout on le verra redire la même chose, sous la même forme de sympathie fraternelle, sachant fort bien qu'il n'assistera pas à la pleine réalisation de ses idées, mais que la semence germera un jour, qu'elle germe déjà sur le sol le plus rebelle. Il sait, et j'en ai eu la confirmation de bonne

source, que le tsar a lu avec attention la lettre présente, comme il avait lu les précédentes, et dont l'une, sur les méfaits du militarisme, avait été pour beaucoup — les initiés l'affirment — dans le geste, bien timoré au sens de Tolstoï, par lequel Nicolas II convia les puissances à la Conférence de La Haye pour le désarmement général. Si cette première tentative n'a pas donné tous les résultats souhaités, du moins a-t-elle marqué l'entrée de l'idée de la paix universelle dans la phase des réalités par l'institution de tribunaux et la conclusion de traités internationaux d'arbitrage. Et ce mouvement, loin de s'arrêter, ne pourra aller qu'en s'élargissant : témoin le succès de la médiation sans exemple du président de la grande République américaine entre la Russie et le Japon. Un câblogramme de New-York nous apprend que M. Bryan, chef du parti démocrate et

candidat à la présidence de la République, propose déjà, dans une lettre publique, à M. Roosevelt de se constituer l'initiateur de l'institution permanente de médiation, obligatoire pour toutes les puissances, en cas de conflit pouvant amener la guerre. Et la presse américaine commente favorablement cette proposition. Or, M. Bryan est un fervent admirateur de Tolstoï, au point qu'il y a quelques années, il fit le voyage d'Amérique à Yasnaïa Polïana à seule fin de s'entretenir avec le penseur russe des détails de sa doctrine.

Un autre homme d'État, qui a occupé les plus hautes situations dans le gouvernement de la République française : président du Conseil des ministres, président de la Chambre des députés, tenu, dans une démocratie, à compter davantage avec les conditions ambiantes que n'y peut consentir un potentat diaposant d'un pouvoir discrétionnaire, M. Léon

Bourgeois, non seulement participa officiellement à la Conférence de La Haye, mais c'est bien à lui, à ses éminentes qualités de souplesse, d'esprit et d'à-propos, d'éloquence persuasive et, surtout, à l'unité et la hauteur de ses vues philosophiques et morales, auxquelles il sait demeurer partout fidèle, c'est à lui qu'on doit tout ce qui a pris corps, a pu subsister de l'initiative généreuse du tsar dans l'état actuel des relations internationales. Aussi a-t-il pu dire à la séance de clôture de la Conférence :

« Messieurs, certains, ignorant la puissance de l'idée, voudraient prétendre que ce que nous avons fait ici est peu de chose. Je suis, au contraire, convaincu que, lorsque nous serons sortis de cette Conférence, lorsque nous n'aurons plus le souci légitime de la défense des intérêts spéciaux à chaque nation dont nous devions tenir compte, nous-mêmes nous

jugerons mieux l'importance de notre œuvre, et plus l'on avancera sur la route du temps, plus clairement apparaîtra cette importance...

« Croyez-vous que ce soit peu de chose que, dans cette Conférence, c'est-à-dire non pas dans une réunion de théoriciens et de philosophes, discutant librement et sous leur seule responsabilté personnelle, mais dans une assemblée où sont officiellement représentés les gouvernements de presque toutes les nations civilisées, l'existence de ce devoir international ait été proclamée et que la notion de ce devoir, désormais introduite pour toujours dans la conscience des peuples, s'impose dans l'avenir aux actes des gouvernements et des nations? »

Mais l'éloquent et clairvoyant homme d'État se doutait-il alors, plus que M. Roosevelt ne soupçonne aujourd'hui, plus que les autres artisans de la noble cause, que

l'origine de ces premières assises de la paix remontait directement aux idées quasi chimériques de Tolstoï ?

Qui sait si la lettre de Tolstoï sur la nationalisation du sol n'a pas, elle aussi, suggéré au tsar et à son gouvernement leurs essais actuels, timides également, d'obvier à l'insuffisance des terres possédées par les paysans, en leur facilitant l'acquisition, voire en concédant gratuitement aux plus dénués des terrains d'État? C'est un palliatif peu rationnel, déclare encore Tolstoï, toujours entier dans ses visées. Soit. Mais la voie est ouverte, on s'y engage, on ira fatalement jusqu'à l'aboutissement[1].

1. Je trouve à ce propos, après l'impression des pages que l'on vient de lire, des chiffres suggestifs dans un journal de Saint-Pétersbourg, *la Gazette de la Bourse*. L'auteur d'une série d'articles sur la nationalisation du sol, qui décidément est en Russie à l'ordre du jour, constate que la presque totalité des propriétaires fonciers ont vu leurs biens progressivement endettés de trois milliards de roubles (huit milliards de francs) depuis l'affranchissement des serfs et la suppression de

J'ai signalé la popularité de Tolstoï dans le pays ennemi et si lointain du Soleil Levant. Un compatriote d'Izo-Abé constate plus que cela : l'action morale qu'y exerce le penseur russe. « Les œuvres littéraires de Tolstoï sont bien connues des lecteurs japonais. Son roman *Résurrection* est traduit depuis longtemps et eut plusieurs éditions. Mais bien plus grande est l'influence de Tolstoï moraliste et apôtre. Le nombre de ses sin-

la dîme. Cette progression se révèle particulièrement rapide en ces derniers temps : durant la période de cinq années, de 1898 à 1903, 41.309 propriétés furent hypothéquées à la seule banque de la noblesse pour une somme de plus de 540 millions de roubles, et cela dans des conditions fort onéreuses pour la banque. La crise que traverse en Russie la propriété foncière privée est donc extrêmement grave : d'une part, les propriétaires, qu'ils administrent ou non directement leurs biens, sont impuissants d'en tirer profit; de l'autre les paysans souffrent du manque de terre. Cette constatation de fait fournit à la thèse morale de Tolstoï la base solide d'intérêt avec laquelle il faudra bien compter : il y va simplement de l'existence du grand pays essentiellement agricole.

cères partisans croît chaque jour au Japon, où l'on voit dans sa doctrine le remède à tous les défauts de la civilisation moderne. On admire sans réserve le combat qu'il livre au militarisme, et cela avec une hardiesse qui ne tient aucun compte ni du temps ni du lieu, sans distinguer entre Russes et Japonais, flagellant sans pitié les uns et les autres pour leur carnage mutuel. » Et l'auteur japonais conclut en exprimant sa ferme conviction que seule la doctrine tolstoïste pourra régénérer un jour le Japon[1].

On me permettra de rappeler ici un fait plus décisif encore, montrant sous quelle forme imprévue se révèle l'application immédiate des idées de Tolstoï.

On se souvient de la sanglante manifestation du début de cette année, à Saint-

1. Voir, à la fin du volume, en appendice, la manifestation concrète de ces tendances tolstoïstes des Japonais : leur projet sur la nationalisation du sol.

Pétersbourg, et qui a été caractérisée par la passivité des manifestants, aussi bien et plus encore que par la violence de la répression.

Or, on ne saurait douter un instant de la réalité de l'influence des idées de Tolstoï, sinon directement sur les manifestants du 22 janvier, du moins sur leurs meneurs, et notamment sur le Père Gapon. Ce qu'on sait déjà de cette manifestation nous la montre comme éminemment pacifique, *comme voulue telle*, *malgré tout*. Une masse d'hommes avance avec, à sa tête, des prêtres portant la croix, emblème de la paix et de la concorde. En toute humilité, elle va soumettre ses doléances au « petit père le tsar », le bon, le seul dispensateur de la justice. La présence dans cette foule de femmes et d'enfants, voire de nourrissons, souligne encore ses intentions inoffensives. Et voici qu'elle s'arrête devant

le barrage, si frêle en comparaison du flot qu'il a pour mission de contenir. Les grévistes supplient à genoux de les laisser passer, et c'est dans cette posture soumise que des balles viennent les frapper. Hommes, femmes, enfants tombent ensanglantés; et cependant, même alors, même dans ce cas de légitime défense, aucun d'eux ne bondit de rage pour se venger !

On cherchera peut-être à expliquer cette attitude insolite par la passivité extrême du peuple russe. Mais toute passivité a des bornes lorsqu'elle est purement instinctive. Les représailles sont, au contraire, d'autant plus terribles que ce sont des résignés qui sont rendus furieux à la vue du sang des leurs, indûment immolés. Non, cette fois, c'est bien une volonté raisonnée qui a commandé de « ne pas résister au mal par la violence », et cette volonté — on le sait — c'est le Père Gapon.

On connaît moins les motifs qui ont guidé son action, ainsi que l'origine de son influence. Dans les notes biographiques qu'on a publiées sur lui, on n'a pas dit l'essentiel : c'est que le Père Gapon était un servant du Christ selon l'enseignement de Tolstoï. C'est dans cet enseignement qu'il avait puisé — tel le prince Nekhludov de *Résurrection* — sa conviction agissante, par cela même communicative, s'imposant d'ailleurs par le prestige de son ministère.

On comprend dès lors la confiance illimitée que ce tolstoïste a su leur inspirer et le fait d'avoir pu, dans les conditions sanglantes que l'on sait, les empêcher de se venger.

Aussi, jamais nulle émeute, nulle révolte à main armée n'a-t-elle produit un résultat aussi considérable que celui de cette manifestation pacifique. Supposez les grévistes imposant par la force leurs

revendications. Si grand que fût leur nombre, l'armement perfectionné d'aujourd'hui et la discipline militaire eussent finalement triomphé de la cohue et de l'inexpérience. Cette lutte inégale aurait peut-être duré plus longtemps, mais avec la seule différence d'avoir accru le nombre des victimes dans des proportions effrayantes.

C'est le côté matériel de la question. La défaite morale eût été plus désastreuse encore. En somme, quand on se bat et quelle que soit la cause défendue, « la raison du plus fort est toujours la meilleure ». Tout gouvernement, autocratique ou démocratique, opposera toujours la force à la force ; on serait mal venu de le lui reprocher, et la question est alors simplement de savoir lequel des deux combattants aura le dessus. Voyez, par contre, l'effet produit par le massacre odieux d'une foule sans défense ! Toute

la Russie et le monde entier frémirent d'indignation et d'horreur, et le gouvernement bureaucratique aura beau faire, son prestige est désormais gravement atteint aux yeux de son peuple. Tel est le résultat considérable et à jamais acquis de cette manifestation tolstoïste, de la « non-résistance à la violence ». De même que les premiers chrétiens avaient vaincu la toute-puissante Rome en se laissant crucifier ou dévorer par les fauves, d'humbles ouvriers ont remporté une victoire réelle sur l'autocratie en se laissant fusiller.

Mais voici que dans les contrées sauvages du Caucase, les Doukhobors, hier, les Georgiens de la Gourie[1], aujourd'hui, organisent déjà leur vie collective et leurs rapports privés sur la base du pur enseignement de l'auteur de *Résurrection*

1. District d'Ouzourguete, gouvernement de Koutaïs.

sans cependant soupçonner jusqu'à son existence. Malgré les persécutions gouvernementales, malgré l'action dissolvante du régime social et politique qu'ils sont forcés de subir, les Gouriens s'efforcent et parviennent à vivre « selon la conscience et le Christ » ; et quand, chrétiens, ils sollicitent l'adhésion de leurs voisins mahométans, ils ne s'appuient plus sur le Christ, mais sur la conscience seule.

On conçoit le bonheur de Tolstoï lorsque, n'espérant la réalisation de ses idées que dans un avenir lointain, il sut leur application aussi démonstrative dès nos jours.

Dans une lettre à un ami de Caucase, il le prie de faire connaître aux Gouriens l'existence d'un « vieillard » joyeux d'apprendre que « ce sur quoi il n'avait cessé de méditer et d'écrire durant de longues années, ce que les

savants, se croyant très profonds, se refusent à comprendre, cette même chose a été résolue, de leur propre raison et de leur propre conscience, par des milliers d'hommes ; et non seulement ils l'ont résolue, mais encore mise en œuvre avec tant de sagesse que des voisins se joignent à eux. »

En présence de ce phénomène social et moral qui se manifeste si spontanément, on sera cette fois bien obligé d'admettre que les théories de Tolstoï, si utopiques qu'elles paraissent au premier abord, sont plus près de la réalité qu'on ne veut le croire. Et quand il dénonce aujourd'hui « le grand crime » de la spoliation de la terre et veut édifier, comme avant lui Henry George avec moins de bonheur et d'autorité, la Constitution durable et large sur le principe de la nationalisation du sol, on ne saurait plus lui reprocher de se soucier moins

de constitutions assurant des droits purement politiques à la minorité.

Certes, une réserve s'impose : pour pouvoir dire, sinon faire, ce qu'on croit utile au bonheur de tous, il faut obtenir à cet effet des libertés nécessaires. C'est l'observation qu'a faite, sous une autre forme, le directeur de la revue moscovite. Mais Tolstoï pourrait répliquer en montrant simplement les Gouriens qui, même dans les conditions actuelles, parviennent à vivre « selon leur conscience », ce qui prime tout.

N'empêche que les Doukhobors, qui avaient servi sans doute de modèle aux Gouriens, durent chercher un milieu plus propice à la fondation de leur cité nouvelle et demander, à cette fin, asile sur la terre plus libre du Canada ; et c'est Tolstoï qui y concourut grandement par le produit de son roman *Résurrection*.

De quel côté est donc la vérité absolue?

Elle n'est point de ce monde. En définitive, la vérité de l'un n'est pas exclusive de la vérité des autres ; elle me paraît même une : Tolstoï est de ces impatients porteurs de torches qui n'ont cure d'aucun obstacle ; ils vont, ils vont, fascinés par la vision de leur idéal. Les autres, les indispensables et non moins généreux auxiliaires, s'emploient à débarrasser la voie des pierres et des ronces qui entravent la rude montée des pionniers. C'est ainsi que l'humanité a toujours marché et qu'elle marchera toujours.

E. HALPÉRINE-KAMINSKY.

LETTRE AU TSAR

LETTRE AU TSAR

CHER FRÈRE,

J'ai cru plus convenable de vous appeler cher frère, parce que, dans cette lettre, je m'adresse moins au tsar qu'à l'homme, au frère. De plus, je vous écris comme n'étant plus déjà, pour ainsi dire, de ce monde, puisque je suis au seuil du tombeau.

Je ne voudrais pas mourir sans vous dire ce que je pense de votre activité ac-

tuelle, ce qu'elle est et ce qu'elle devrait être pour la plus grande félicité de millions d'hommes et de la vôtre; mais aussi quelle source de grands maux elle peut être pour les hommes et pour vous si elle continue à suivre la voie actuelle!

Le tiers de la Russie se trouve aujourd'hui sous le régime de *l'okhrana*[1], autrement dit, hors la loi. Toute une armée de policiers, avoués et secrets, grandit chaque jour; les prisons, les bagnes regorgent : aux centaines de mille de criminels de droit commun s'ajoute un nombre considérable de condamnés politiques, cette qualification englobant aujourd'hui également les ouvriers. Le veto de la censure a atteint aujourd'hui le point culminant de la stupidité. Les persécutions religieuses n'ont jamais été aussi fréquentes et aussi cruelles. Dans toutes les villes, dans les centres de fabriques

1. Petit état de siège.

est concentrée la force armée qu'on envoie contre le peuple à la moindre alerte. De sanglantes luttes fratricides ont eu déjà lieu en nombre d'endroits, et d'autres plus terribles encore se préparent et se déchaîneront inévitablement.

Le résultat de cette action cruelle du gouvernement est que le peuple agricole, ces cent millions d'hommes sur lesquels repose la puissance de la Russie, s'appauvrit chaque année au point que la famine devient un phénomène normal. Le mécontentement général dans toutes les classes, et leur hostilité envers le gouvernement sont également devenus un fait habituel.

Or, la seule cause qui crée cette situation est celle-ci : vos conseillers vous persuadent qu'en étouffant tout mouvement vital dans le peuple, ils assurent le bonheur de celui-ci ainsi que votre tranquillité et votre sûreté.

Mais il serait plus aisé d'arrêter le courant d'un fleuve que le mouvement progressif et incessant de l'humanité déterminé par la puissance divine.

On conçoit que des hommes qui ont intérêt à conserver l'ordre des choses actuel et qui pensent : après nous le déluge, cherchent à vous convaincre de sa nécessité. Mais vous, homme indépendant, dont tous les besoins sont assurés, homme de raison et de cœur, comment pouvez-vous leur ajouter foi, suivre leurs épouvantables conseils, faire et laisser faire tant de mal, et cela en vertu d'une volonté irréalisable : arrêter le mouvement irrésistible de l'humanité.

Vous ne pouvez cependant pas ignorer que, dès l'origine de la vie des hommes, leurs formes économiques, sociales, politiques et religieuses ont constamment évolué : de brutales, cruelles et irraisonnées elles sont devenues pro-

gressivement douces, bonnes et rationnelles.

Vos conseilleurs vous font croire le contraire : ils affirment que l'orthodoxie et l'autocratie ont toujours été les principes fondamentaux du peuple russe, et qu'ils doivent toujours régir sa destinée jusqu'à la fin des siècles ; c'est pourquoi le bonheur de la Russie exige le maintien à tout prix de ces deux formes, liées entre elles, de la religion et de l'organisation politique.

C'est un double mensonge.

Tout d'abord, il n'est pas vrai que l'orthodoxie, jadis conductrice de la pensée russe, le soit encore. Les rapports du grand procureur du Saint-Synode peuvent vous renseigner sur ce fait que les hommes du peuple, spirituellement les mieux développés, adoptent les enseignements de sectes religieuses malgré les dangers qu'ils courent en abandonnant

l'orthodoxie. Ensuite, s'il était exact que l'orthodoxie fût inhérente à l'esprit russe, on n'aurait pas besoin de faire tant d'efforts pour maintenir cette forme de religion et de persécuter aussi cruellement ceux qui la renient.

Il en est de même de l'institution autocratique. Si ce régime semblait indispensable au peuple russe quand celui-ci croyait encore que le tsar était le dieu infaillible sur terre, et qu'il dirigeait seul le pays, il n'en est plus ainsi aujourd'hui quand tous savent, ou apprennent aussitôt qu'ils ont quelques lettres, qu'un bon tsar est simplement « un heureux accident », et que les tsars peuvent être, et étaient en effet, des monstres et des fous, tels Ivan le Terrible et Paul Ier.

Ils savent, ou apprennent, également que si bon et si sage qu'il soit, un tsar ne saurait, dans aucun cas, gouverner en personne cent trente millions d'hommes,

et que ce sont ses courtisans, ayant souci plus de leur position que du bien-être du peuple, qui gouvernent.

Mais le tsar peut choisir comme aides des hommes justes et désintéressés, me direz-vous. Non. Malheureusement, le tsar ne peut faire ce choix, car il ne connaît personnellement que quelques dizaines d'hommes, qui doivent au hasard ou à l'intrigue de l'approcher, et qui écartent soigneusement les concurrents. Aussi le tsar ne choisit-il pas entre les milliers d'hommes énergiques, éclairés et honnêtes qui aspirent à servir le peuple, mais seulement parmi ceux que visait Beaumarchais en disant : « Médiocre et rampant et on parvient à tout. » Et si nombre de Russes sont prêts à obéir au tsar, il leur est impossible, sans se sentir atteints dans leur dignité, d'obéir aux hommes qu'ils méprisent, et qui, cependant, gouvernent en son nom.

Vous vous illusionnez évidemment sur l'attachement du peuple à l'autocratie et à son représentant, le tsar, parce que la foule vous accueille dans toutes les villes en criant : « Hourra », et en courant derrière votre voiture. Or, ces manifestations sont loin d'être l'expression de la fidélité populaire ; c'est simplement une foule de curieux qui suit avec le même entrain tout spectacle inaccoutumé. Le plus souvent, ceux que vous croyez être les porte-paroles des sentiments d'affection populaire ne sont autre chose que de pauvres hères soudoyés et rassemblés par la police. Je puis vous citer l'exemple de votre grand-père qui, se trouvant à Kharkov, se rendit à la cathédrale qu'il trouva remplie d'une foule de fidèles, entièrement composée en réalité de policiers déguisés.

Si vous pouviez vous promener le long de la voie ferrée le jour du passage du

train impérial, afin d'y voir les paysans échelonnés derrière les troupes et écouter ce que disent les strarosts et autres chefs de village, amenés là grelottants de froid et d'humidité, sans recevoir d'indemnité ni même de nourriture, et cela durant plusieurs jours de suite, vous auriez entendu de la bouche de ces simples paysans, les vrais représentants du peuple, des paroles qui expriment tout le contraire de l'amour pour l'autocratie et son représentant.

Si, il y a un demi-siècle, sous Nicolas Ier, le prestige de l'autorité tsarienne était encore intact, il décroît depuis trente ans et il est tombé en ces derniers temps au point que nul et dans aucune classe ne craint plus de condamner les actes du gouvernement, voire du tsar, et même de l'invectiver ou de le tourner en ridicule.

L'autocratie est une forme gouverne-

mentale surannée pouvant répondre aux besoins de quelque peuplade du centre de l'Afrique, éloigné du monde civilisé, mais non à ceux du peuple russe qui se civilise de plus en plus au contact de l'universel progrès. C'est pourquoi il n'est possible d'appuyer ce régime sur l'orthodoxie qu'en recourant à l'oppression sous toutes ses formes : état de siège, bannissement par voie administrative, persécution religieuse, exécution, interdiction de livres, journaux, et autres actes mauvais et cruels.

Tels furent tous les actes de votre règne : votre réponse, dès le début de votre avènement, à la délégation du gouvernement de Tver, taxant ses vœux les plus légitimes de « rêves insensés », réponse qui a provoqué l'indignation de la société russe ; toutes vos ordonnances concernant la Finlande ; la mainmise sur les territoires chinois; votre convo-

cation de la conférence de La Haye, tout en la faisant accompagner de l'augmentation de vos effectifs militaires; la limitation progressive des assemblées électives et l'accroissement de l'arbitraire administratif; les persécutions religieuses que vous encouragez; votre approbation de l'établissement d'un monopole d'alcool, c'est-à-dire du commerce gouvernemental d'un poison; enfin, le maintien du châtiment corporel, malgré les demandes instantes que l'on vous adresse pour l'abolition de cet usage stupide, inutile et humiliant. Tous ces actes, vous n'auriez pu les accomplir si, docile aux suggestions de vos conseilleurs, vous ne vous étiez imposé le but illusoire d'arrêter la vie du peuple, de le faire revenir même en arrière, aux anciens temps.

Les mesures violentes sont bonnes pour opprimer le peuple, mais non pour

le gouverner. De notre temps, le seul moyen de gouverner réellement est simplement de se placer à la tête du mouvement populaire, qui monte du mal au bien, des ténèbres vers la lumière, et de le conduire aux étapes les plus proches. Et pour être en mesure de le faire, il faudrait avant tout donner au peuple la possibilité d'exprimer ses désirs, de faire connaître ses besoins, et, après l'avoir écouté, réaliser ceux des besoins qui répondent aux nécessités, non point d'une seule classe, mais de la majeure partie du peuple, de la masse ouvrière.

Quant aux vœux qu'exprimerait actuellement le peuple russe, au cas où on lui en laisserait la liberté, ils seraient, à mon avis, les suivants :

Il demanderait tout d'abord d'être débarrassé des lois d'exception qui lui créent la situation de paria. Il demanderait ensuite la liberté de circulation, d'in-

struction, de croyance. Enfin, ce peuple de cent millions d'hommes demanderait, par-dessus tout et d'une seule voix, la liberté de jouir de la terre, autrement dit, l'abolition de la propriété foncière.

C'est bien la suppression de ce droit exclusif à la terre qui doit être, à mon sens, le but immédiat vers lequel doit tendre de nos jours le gouvernement russe.

A chaque période de la vie de l'humanité correspond un degré accessible d'amélioration sociale sur la voie du progrès. Il y a un demi-siècle, ce degré accessible était l'abolition de l'esclavage. Aujourd'hui ce degré est l'affranchissement de la masse ouvrière du joug de la minorité : ce qu'on appelle la question ouvrière.

En Europe occidentale, on espère pouvoir résoudre cette question par la socialisation des usines et des fabriques.

Que cette solution soit juste ou non, qu'elle soit applicable ou non chez les autres peuples européens, elle ne saurait, en tous cas, être adoptée pour la Russie dans ses conditions actuelles.

En Russie, où l'immense majorité de la population tire ses moyens d'existence de la terre et dépend entièrement des grands propriétaires fonciers, l'affranchissement des travailleurs ne saurait évidemment s'effectuer par la socialisation des fabriques et des usines ; le peuple russe ne peut l'atteindre que par l'abolition de la propriété foncière et par la reconnaissance de la terre comme bien national; c'est précisément le vœu sacré que caresse depuis longtemps le peuple russe et dont il attend du Gouvernement la réalisation.

Je ne me fais pas d'illusion sur le sort que réservent vos conseillers à mes idées : ils les considéreront comme éma-

nant d'un esprit au plus haut degré futile, manquant de sens pratique et incapable de pénétrer les secrets du rouage gouvernemental; ils dédaigneront particulièrement l'idée de la nationalisation du sol. Et pourtant, je suis convaincu qu'afin de se soustraire à la nécessité de multiplier de plus en plus les violences envers le peuple, il n'est qu'un moyen : s'imposer un but qui soit le point de mire depuis longtemps adopté par le peuple. Et sans attendre que le char lancé vous heurte par derrière, le conduire soi-même, c'est-à-dire marcher au premier rang de ceux qui ont assumé la mission d'introduire les meilleures formes de la vie. En Russie, cet objectif ne saurait être que la suppression de la propriété foncière. C'est alors seulement que le gouvernement pourrait se constituer le guide de son peuple et le gouverner effectivement, sans faire les

concessions indignes et forcées aux ouvriers de l'industrie ou à la jeunesse des écoles et sans être menacé dans son existence.

Vos conseillers vous affirmeront que l'affranchissement de la terre du droit de propriété est une œuvre irréalisable, chimérique. A leur avis, arrêter la vie d'un peuple de cent millions d'hommes, ou bien l'enfoncer de nouveau dans la coquille de laquelle il est depuis longtemps sorti, ce n'est nullement une chimère, mais, au contraire, une œuvre des plus sages et des plus pratiques. Il suffirait pourtant de réfléchir un instant sérieusement pour voir quelle est l'œuvre chimérique, bien quelle soit en train de s'accomplir, et quelle est l'œuvre réalisable, opportune et nécessaire, bien qu'elle ne soit pas encore commencée.

Personnellement, je pense qu'à notre époque la propriété foncière est une ini-

quité aussi flagrante que l'était le servage il y a cinquante ans. Je pense que son abolition placera le peuple russe au plus haut degré du bien-être et de l'indépendance. Je pense encore que cette mesure fera certainement disparaître l'animosité socialiste et révolutionnaire qui se répand parmi les ouvriers et constitue la plus grande des menaces pour le gouvernement et pour le peuple.

Mais je puis me tromper; le peuple, non. Lui seul pourrait donner telle ou telle solution à la question s'il avait la possibilité de s'exprimer librement.

Le premier acte du gouvernement doit donc être aujourd'hui de mettre un terme à l'oppression qui empêche le peuple de faire connaître ses désirs. On ne peut faire de bien à un homme qu'on a bâillonné afin de ne pas l'entendre dire ce qui peut le rendre heureux. De même

vous ne pourrez faire de bien à votre peuple et le gouverner qu'après avoir connu ses désirs.

Cher frère, vous n'avez qu'une vie sur cette terre, et vous pouvez douloureusement la gaspiller en de vains efforts pour arrêter la marche de l'humanité, déterminée par Dieu, du bien au mal, des ténèbres à la lumière, et vous pouvez, en vous inspirant des besoins et des vœux de la nation, lui consacrer votre vie et la vivre avec sérénité et joie, au service de Dieu et des hommes.

Si grande que puisse être votre responsabilité devant les hommes d'avoir pendant votre règne fait beaucoup de bien ou beaucoup de mal, plus grande encore elle est devant Dieu pour la vie que vous menez ici-bas et dont dépend votre vie éternelle. Car il ne vous l'a point donnée afin de prescrire divers actes mauvais ou seulement d'y participer et de les tolérer,

mais afin d'accomplir sa volonté. Or, sa volonté est de ne pas faire le mal, mais le bien.

Réfléchissez à cela, non devant les hommes, mais devant Dieu, et faites ce que vous dira Dieu, c'est-à-dire, votre conscience. Et ne vous troublez pas devant les obstacles que vous rencontrerez en vous engageant dans cette nouvelle voie de la vie. Les obstacles disparaîtront d'eux-mêmes; vous ne le remarquerez même pas, si les actes que vous accomplirez, vous les faites non pour la gloire des hommes, mais pour votre âme, c'est-à-dire, pour Dieu.

Pardonnez-moi si je vous ai offensé ou chagriné sans le vouloir par ce que j'écris dans cette lettre. Seul le désir de votre bien et de celui du peuple russe m'a dicté cette lettre.

Ai-je atteint le but que je vise? Seul l'avenir, que je ne verrai probablement

pas, le décidera. J'ai fait ce que je considérais comme mon devoir.

Votre frère qui vous souhaite le véritable bonheur.

LÉON TOLSTOÏ.

LE GRAND CRIME

LE GRAND CRIME

La Russie traverse un moment décisif qui sera marqué par des changements considérables. La proximité et la nécessité de bouleversements imminents sont surtout senties, comme c'est toujours le cas, par les classes de la société qui, grâce à leur position sociale, ne sont pas astreintes à un travail physique absorbant leur temps et leurs forces, et ont, par suite, le loisir de s'occuper des questions politiques. Ces hommes : nobles, commerçants, fonctionnaires, médecins, ingénieurs, professeurs, instituteurs, ar-

tistes, étudiants, avocats, presque tous citadins, en un mot les intellectuels, sont actuellement en Russie à la tête du mouvement qui se forme, et emploient toutes leurs forces à faire changer l'ordre politique actuel, pour le remplacer par une autre organisation, considérée par tel ou tel parti, comme la plus propre à assurer sans délai la liberté et la prospérité du peuple russe.

Ces hommes, continuellement en butte aux mesures restrictives et coercitives de l'administration, exposés à l'exil arbitraire et à la prison, subissent l'arbitraire sous toutes ses formes : interdiction des réunions, prohibition de livres et journaux, défense de grèves, etc., et menant en même temps une existence totalement différente de celle de la majorité des ouvriers des champs, considèrent actuellement la situation qui leur est faite comme le mal essentiel, et son changement

comme la première condition de prospérité du peuple russe.

Ainsi pensent les libéraux. Ainsi pensent les socialistes démocrates. Ils espèrent que, grâce à la représentation nationale, sera réalisé un ordre social nouveau en accord avec leurs théories. Ainsi pensent les révolutionnaires, qui croient pouvoir, en substituant un nouveau gouvernement à l'ancien, établir des lois assurant la plus grande somme de liberté et de bien-être au peuple tout entier.

Et cependant, il suffirait de s'affranchir un instant de cette idée enracinée chez nos intellectuels, convaincus que le plus urgent serait d'introduire en Russie les mêmes institutions politiques qui existent dans les autres pays d'Europe et d'Amérique, et étant censées assurer la liberté et le bien-être de tous les citoyens; il suffirait de penser à ce qui

est moralement injuste dans notre vie, pour voir aussitôt que le mal principal qui fait continuellement souffrir le peuple russe, — mal dont il a pleine conscience et dont il se plaint à tout instant, — ne saurait disparaître à la suite d'aucune réforme politique, pas plus qu'il n'a été supprimé par des mesures analogues en Europe et en Amérique.

Ce mal fondamental, — dont souffrent aussi bien le peuple russe que les autres peuples d'Europe et d'Amérique, — réside dans le fait que la majorité du peuple est privée du droit naturel, indiscutable, de jouir d'une portion du territoire sur lequel il est né. Il suffit de se rendre compte de tout ce que cet état de chose présente de criminel et d'injuste, pour comprendre que tant que l'institution cruelle, qui a toujours existé, du fait des détenteurs du sol, durera, il n'est pas de réforme politique qui puisse donner au peuple la li-

berté et le bien-être ; il est aisé de saisir, au contraire, que l'émancipation de la majorité du peuple de l'état d'esclavage rural dans lequel il est maintenu, pourra seule empêcher les réformes politiques de devenir un jeu ou un instrument d'intérêt personnel pour les politiciens, et reprendre leur caractère de véritable expression de la volonté populaire.

Telle est la pensée de cet article, pensée que je voudrais faire partager par ceux qui, en ces instants décisifs de notre vie sociale, désirent servir, non pas leurs propres intérêts, mais la vraie cause du peuple russe.

I

Je me promenais l'autre jour sur la grande route de Toula. C'était le samedi de la semaine sainte ; les gens se rendaient au marché en files de charrettes, avec des veaux, des poulets, des chevaux, des vaches, dont quelques-unes étaient traînées dans les charrettes, tant elles étaient minables. Une pauvre vieille, toute ridée, traînait au bout d'une corde une vache maladive et décharnée. Je con-

naissais la vieille, et je lui demandai où elle conduisait cette vache.

— Elle n'a plus de lait, répondit la femme. Je vais tâcher de la vendre pour en acheter une autre qui en ait. Il faudra probablement que j'ajoute dix roubles et je n'en ai que cinq. Où les prendrai-je? Pendant cet hiver, nous avons eu à acheter pour dix-huit roubles de farine et nous n'avons dans la famille qu'un travailleur qui gagne. Je vis seule avec ma bru et quatre petits-enfants; mon fils est portier à la ville.

— Et pourquoi votre fils ne vit-il pas avec vous? demandai-je.

— Que pourrait-il y faire? Que peut donner notre terre? Elle suffit à peine pour faire du *kvass* [1].

Un paysan passait, maigre et pâle, son pantalon taché de terre glaise de carrières.

1. Boisson fermentée faite avec de la farine de seigle.

— Que vas-tu faire à la ville? questionnai-je.

— Acheter un cheval. C'est le moment de labourer et je n'en ai pas. Mais il paraît que les chevaux sont chers.

— Quel prix veux-tu y mettre?

— Suivant mes moyens.

— Combien as-tu?

— J'ai eu bien du mal à amasser quinze roubles.

— Mais qu'est-ce qu'on trouve maintenant pour ce prix là?...

— De la peau, interrompit un autre paysan. Et dans quelle usine travailles-tu? demanda-t-il au carrier en jetant un regard sur ses pantalons usés aux genoux et maculés de boue rouge.

— Dans celle de Komarov, d'Ivan Moïsséitch Komarov.

— Pourquoi as-tu si peu gagné?

— Oh! parce que je n'ai travaillé qu'à demi-tarif.

— Combien gagnais-tu? demandai-je.

— Deux roubles par semaine, et quelquefois moins. Que faire! La provision de farine n'a pas duré même jusque Noël. Et l'argent manquait...

Un peu plus loin, un jeune paysan conduisait un beau cheval bien nourri, au poil luisant, pour le vendre.

— Beau cheval! m'écriai-je.

— Il n'en est pas de meilleurs, dit-il, me prenant pour un acheteur. Il conduit aussi bien la charrue que la voiture.

— Alors pourquoi veux-tu le vendre?

— Je ne peux pas m'en servir. Je n'ai que deux lots. Un cheval y suffit. J'ai dû le nourrir durant l'hiver, et je le regrette assez. La bête a tout mangé. Et puis, il nous faut de l'argent pour payer le fermage.

— De qui es-tu fermier?

— De Maria Ivanovna. Grâce lui soit rendue de nous avoir donné ce fermage, sans cela nous étions perdus.

— Combien paies-tu?

— Elle nous prend (râcle) quatorze roubles. Mais où aurions-nous pu aller? Aussi nous l'avons pris.

Une femme passe dans un chariot, avec un petit garçon en casquette. Elle me connaissait. Elle descend, et m'offre de prendre son enfant en service. C'était un garçon chétif avec des yeux vifs et intelligents.

— Il paraît petit, mais il peut faire n'importe quel ouvrage, fait-elle.

— Mais pourquoi veux-tu placer un enfant aussi jeune?

— Voyez-vous, Monsieur, parce que cela fera toujours une bouche de moins à nourrir. J'en ai quatre, et moi; et je n'ai qu'un seul lopin de terre. Dieu sait que nous n'avons rien à manger. Ils demandent du pain, et je n'en ai pas à leur donner.

Vous pouvez en parler à n'importe quel

paysan, tous se plaindront, et tous en arriveront à donner la même raison : il n'y a pas assez de pain, et le pain manque parce que la terre leur manque.

Les cas que je cite ne sont que des rencontres au hasard des routes. Mais allez par toute la Russie, par tout le monde paysan, et partout vous verrez les mêmes maux terribles et les mêmes souffrances, dont la cause évidente est que les paysans sont privés de terre. La vie de la majorité des moujiks est telle que la question pour eux n'est pas de chercher à améliorer leur situation, mais bien de ne pas mourir de faim, eux et les leurs, et cela uniquement parce qu'ils n'ont pas de terre.

Parcourez toute la Russie et demandez à tous les travailleurs des champs pourquoi leur vie est si dure, quels sont leurs plus intimes désirs, et tous n'auront qu'une seule voix pour vous dire la même

chose, ce à quoi tous espèrent et pensent toujours.

Et il leur est impossible de ne pas y penser et de ne pas s'apercevoir de l'insuffisance de la terre à les nourrir. En outre, la plupart d'entre eux se sentent forcément les esclaves des fermiers, des marchands, des propriétaires dont les biens entourent leurs lots exigus. Il leur est impossible de l'oublier un seul instant, car pour une botte de foin, pour une brassée de bois nécessaire à leur subsistance, pour leur cheval entré dans un champ du seigneur, il leur faut supporter continuellement des amendes, des coups, des humiliations.

Un jour, sur une grande route, j'engageai une conversation avec un vieux paysan aveugle qui mendiait. Reconnaissant en moi, à ma façon de parler, un homme instruit, lisant les journaux, mais ne me prenant pas pour un Mon-

sieur, il s'arrêta et me demanda gravement : « Eh bien, y a-t-il quelque rumeur ? »

— A propos de quoi?

— Mais à propos de la terre, de celle des maîtres?

Je répondis que je n'en avais pas entendu parler. L'aveugle hocha la tête et ne me demanda plus rien.

— Eh bien, que dit-on de la terre? demandai-je à quelque temps de là à un de mes anciens écoliers, paysan riche, rangé, intelligent et instruit.

— Le peuple commence à en causer.

— Et toi-même, qu'en penses-tu?

— Évidemment elle nous *reviendra*.

Ainsi, de tous les événements actuels, c'est le seul qui soit important et intéressant pour l'ensemble du peuple. Celui-ci croit fermement, il lui est impossible de ne pas croire que la terre lui « reviendra ».

Et cela lui est impossible, parce qu'il

voit nettement qu'une population qui vit de l'agriculture et croît chaque jour ne saurait exister et faire vivre en même temps tous les parasites qui vivent à ses dépens, sans qu'elle dispose à cet effet d'une étendue de terre suffisante.

II

« Qu'est-ce que l'homme? » demande Henry George dans un de ses discours[1]. Et il répond :

« C'est tout d'abord un animal, un animal terrestre qui ne peut vivre sans terres. Tout ce que l'homme produit vient

1. Tolstoï cite ces paroles, ainsi que les suivantes, de Henry George, d'après la traduction russe. Nous donnons ici la traduction directe du texte anglais cité par M. Tchertkoff dans sa version anglaise de l'écrit de Tolstoï. (*Note du traducteur.*)

de la terre; tout travail productif, en fin de compte, consiste à travailler la terre, ou la matière tirée de la terre, pour la satisfaction des besoins et des désirs de l'homme. Au reste, le corps même de l'homme vient de la terre. Enfants de la terre, nous venons d'elle et nous y retournons. Retirez à l'homme tous ses éléments terrestres, que reste-t-il d'autre qu'un esprit sans corps? Il en s'ensuit que l'homme qui possède la terre sur laquelle ou de laquelle un autre homme doit vivre est le maître de ce dernier; celui-ci est un esclave. L'homme qui détient le sol sur lequel je dois vivre dispose de ma vie ou de ma mort, absolument, comme si j'étais sa chose. Nous parlons de l'abolition de l'esclavage : nous n'avons pas aboli l'esclavage; nous n'avons aboli qu'une de ses formes les plus dures, l'esclavage du corps proprement dit. Il y a une autre forme d'escla-

vage, plus honteuse, plus insidieuse et plus atroce, c'est celle qu'il faut abolir : l'esclavage habile qui fait d'un homme un véritable esclave, en le leurrant et le trompant avec le mot de liberté[1]. »

« Avez-vous jamais réfléchi, dit Henry George dans une autre partie du même discours, à la suprême absurdité et à l'étrangeté de ce fait qu'à travers tout le monde civilisé, la classe qui travaille est précisément celle qui est pauvre. Supposez un instant un être sensé qui apparaîtrait tout à coup sur terre. Si vous lui expliquez comment nous vivons ici-bas, comment sont produits les habitations, les aliments, les vêtements et tout ce qui est nécessaire à l'existence, il pensera tout naturellement que ce sont les hommes qui travaillent qui habitent les plus belles maisons et possèdent la

1. *The Works*, of Henry George, vol. IX, p. 199.

plus grande quantité des produits du travail. Et puis, menez-le n'importe où, à Londres, à Paris, à New-York, ou encore à Burlington, et il trouvera que ce sont ceux qu'on appelle la classe des travailleurs qui habitent les maisons les plus pauvres [1]. (J'ajouterai que le même fait est encore plus sensible à la campagne. Les oisifs habitent de luxueux palais, de belles et spacieuses demeures. Les travailleurs logent dans de sombres et malpropres cabanes.)

« Tout ceci est étrange, songez y bien. Nous méprisons instinctivement la pauvreté ; et cela devrait être ainsi en effet... La nature ne donne qu'au travail, et au travail seul ; le travail est nécessaire à la production d'une richesse quelconque ; et dans l'ordre naturel des choses, c'est celui qui travaille honnêtement qui de-

1. *The Works*, of Henry George, vol. IX, p. 202.

vrait être le riche tandis que celui qui ne fait rien être pauvre. Or, nous avons si bien renversé l'ordre naturel des choses que nous sommes habitués à l'idée de voir le travailleur pauvre... La cause primordiale de ce fait est que nous obligeons celui qui travaille à payer à d'autres pour avoir la permission de travailler. Quand vous achetez un vêtement, une maison, un cheval, vous payez au vendeur un labeur quelconque, vous lui payez quelque chose qu'il a produit, ou qu'il s'est procuré de quelqu'un qui l'a produit; mais quand vous payez à quelqu'un pour cultiver la terre, qu'est-ce que vous lui payez? Vous lui payez ce qu'aucun homme n'a produit; vous lui payez quelque chose dont l'existence est antérieure à celle de l'homme lui-même; vous lui payez quelque chose qui a acquis une valeur non par un effort individuel, mais par celui de la

communauté dont vous faites partie[1]. »

(C'est pour cette raison que ceux qui se sont emparés du sol sont riches, tandis que ceux qui le cultivent ou travaillent ses produits sont pauvres.)

« On parle de surproduction. Comment le fait de la surproduction peut-il se produire quand le peuple crie famine? Il y a bien des gens qui réclament ce qui a été soi disant « surproduit ». Pourquoi ne peuvent-ils pas se le procurer? Parce qu'ils n'ont pas les moyens de l'acheter, et nullement parce qu'ils ne le désirent pas. Pourquoi n'ont-ils pas les moyens de l'acheter? Ils gagnent trop peu. Quand la plupart des hommes gagnent 1 fr. 65 par jour, on conçoit qu'il y ait une grande quantité de marchandises qui ne puissent être vendues.

« Maintenant, comment se fait-il qu'il

1. *The Works*, of Henry George, vol. IX, p. 202-203.

y ait des hommes qui travaillent pour un salaire aussi minime? Parce que; s'ils allaient demander une augmentation de salaire, il y a une foule d'autres hommes sans travail prêts à prendre leur place. C'est cette masse de sans-travail qui produit cette féroce concurrence et fait tomber les salaires au niveau qui permet juste de subsister. Pourquoi y a-t-il des hommes qui ne trouvent pas à s'employer? Avez-vous jamais songé à ce qu'il y a d'étrange dans ce fait qu'un homme ne puisse trouver à s'employer? Adam n'a pas eu cette difficulté, pas plus que Robinson Crusoë; ils n'étaient pas en peine de trouver du travail.

« Quand des hommes ne trouvent personne qui puisse les employer, pourquoi ne peuvent-ils s'employer eux-mêmes? Tout simplement parce qu'ils sont exclus du domaine où le labeur humain peut s'exercer tout seul. Les hommes sont

obligés de se concurrencer les uns les autres, de lutter entre eux pour gagner un salaire chez quelqu'un qui les emploie, parce qu'on leur a enlevé les moyens naturels de travailler de leur propre initiative, parce qu'ils ne trouveront pas sous la calotte des cieux un pouce de terrain qu'ils pourront cultiver sans payer pour cela une redevance à quelqu'autre être humain[1]. »

« Les hommes prient la Providence de faire cesser leur pauvreté. Mais la pauvreté n'a pas été instituée par Dieu ; c'est un blasphème de la pire espèce que de le prétendre ; elle est le fait de l'injustice de l'homme envers ses semblables. A supposer que le Tout-Puissant écoute ses prières, comment pourrait-il les exaucer tant que ses lois seront ce qu'elles sont. Considérez que Dieu ne nous donne au-

1. *The Works*, of Henry George, vol. IX, p. 204.

cune des choses qui constituent la richesse : Il ne nous donne que la matière brute à l'aide de laquelle l'homme doit produire ce qu'il lui faut pour vivre. Ne nous donne-t-il donc pas assez ainsi? Comment pourrait-il supprimer la pauvreté en nous donnant davantage? Supposez que pour exaucer nos prières, il augmente la puissance du soleil ou la richesse du sol, qu'il se mette à faire des plantes plus prolifiques ou des animaux se reproduisant en plus grande abondance. A qui en irait le bénéfice? Prenez un pays où la terre soit complètement monopolisée, comme cela existe dans la plupart des pays civilisés; qui en bénéficierait? Les propriétaires de la terre seuls. Et même si Dieu, en réponse aux prières, faisait tomber du ciel tout ce que les hommes demandent, qui en profiterait?

« On nous dit dans l'Ancien Testament que, lorsque les Israëlites traversèrent le

désert, ils furent en proie à la famine, et que Dieu leur fit tomber la manne du haut du ciel. Il y en avait assez pour tous; ils en prirent tous et furent sauvés. Mais supposez que le désert ait été considéré comme propriété, comme aujourd'hui le sol de la Grande Bretagne ou celui de nos nouveaux Etats; supposez qu'un Israëlite ait été propriétaire d'un mille carré, un autre de vingt milles carrés, un autre de cent, et que la grande majorité des Israëlites n'ait pas possédé la place où poser la plante de leurs pieds; que serait-il advenu de cette manne? Quel bien en aurait retiré la grande majorité d'entre eux? Rien du tout. Bien que Dieu ait envoyé assez de manne pour tous, elle serait devenue la propriété des possesseurs du sol; ils auraient peut-être employé un certain nombre d'hommes à la réunir pour eux en tas, et l'auraient vendue à leurs frères affamés. Et dites-

vous bien que ce commerce de la manne aurait duré jusqu'à ce que la majorité des Iraëlites eussent donné tout ce qu'ils avaient, jusqu'à leurs derniers vêtements. Et ensuite? Ensuite ils n'auraient plus rien eu pour acheter de la manne, et le résultat aurait été le suivant : tandis qu'ils auraient été en train de mourir de faim, la manne se serait accumulée en grands tas, et les propriétaires se seraient plaints de la surproduction de la manne. Il y aurait eu une récolte énorme de manne à côté d'un peuple affamé. N'est-ce pas le phénomène qui se produit de nos jours[1]? »

« Je ne prétends pas qu'il n'y aurait plus rien à faire après que vous auriez redressé cette injustice fondamentale; mais j'ose dire que cette question de la terre est à la base de toutes les questions

1. *The Works*, of Henry George, vol. IX, p. 205-206.

sociales. J'affirme que vous aurez beau faire réformer tant que vous voudrez, vous ne viendrez jamais à bout de cette pauvreté si répandue jusqu'au jour où la matière dont vivent tous les hommes restera la propriété privée de quelques-uns. C'est absolument impossible. Réformez le Gouvernement; abaissez les impôts au minimum, construisez des chemins de fer, créez des coopératives, ou, si vous aimez mieux, partagez les bénéfices entre employés et employeurs, — quel sera le résultat? Le résultat sera que la valeur de la propriété foncière augmentera. L'expérience le prouve; le progrès n'a-t-il pas simplement fait monter la valeur de la terre, c'est-à-dire, le prix que d'autres doivent payer pour avoir le privilège de vivre[1]? »

Le même fait, ajouterai-je, est cons-

1. *The Works,* of Henry George, vol. IX, p. 204-205.

tatė partout en Russie. Tous les propriétaires fonciers se plaignent du manque de productivité et des charges qui pèsent sur leurs propriétés, tandis que le prix de la terre va continuellement en augmentant. Il ne peut que s'élever, tandis que la population s'accroît, et la question de la terre devient pour elle une question de vie ou de mort.

Voilà pourquoi le peuple donne tout : non seulement son travail, mais même sa vie, pour la terre dont on le prive.

III

Il y a eu jadis le cannibalisme et les sacrifices humains; il y a eu la prostitution religieuse et les tueries des enfants chétifs et de filles ; il y a eu des vengeances sanguinaires et des massacres de populations entières, la torture judiciaire, l'écartèlement, le bûcher, le fouet; il y a eu, nous en avons encore le souvenir, les *spitzruthens* et le servage, qui ont aussi disparu. Mais si ces coutumes

et ces institutions abominables ont cessé d'être, cela ne prouve pas qu'il n'existe plus de nos jours d'institutions et de coutumes qui ne soient devenues, pour notre raison plus éclairée et notre conscience, aussi abominables que ne l'ont été dans leurs temps celles qu'on a abolies et qui ne sont plus pour nous qu'un horrible souvenir. La voie de la perfectibilité humaine est sans bornes, et à chaque phase de l'histoire, il est des superstitions, des impostures, des institutions pernicieuses que l'homme fait disparaître successivement et qui appartiennent déjà au passé; d'autres nous apparaissent dans les brumes lointaines de l'avenir; il en est au milieu desquelles nous vivons, et dont la suppression constitue le but de notre vie : telles la peine capitale et toutes les peines en général; la prostitution, le carnivorisme, le militarisme, la guerre, et le mal le plus proche et le plus

sensible, la propriété privée de la terre.

Mais le peuple ne se libère jamais d'un coup de toutes les injustices passées à l'état de coutumes, pas même après que les êtres les plus impressionnables aient reconnu leur iniquité; il n'avance que pas à pas, en s'arrêtant, se reprenant, refaisant de nouveau quelques efforts vers sa délivrance, comme dans un enfantement. Il en a été ainsi en dernier lieu pour l'abolition de l'esclavage, et il en est ainsi maintenant pour la suppression du monopole de la terre.

Le mal et l'injustice de la propriété privée du sol ont été signalés il y a un millier d'années par les prophètes et les sages de l'antiquité. Plus tard, les esprits avancés de l'Europe les ont de plus en plus fréquemment signalés. Les artisans de la Révolution française l'ont fait avec une clarté particulière. Dans les derniers temps, grâce à l'accroissement de la po-

pulation et la mainmise par les riches sur une grande étendue de terres jusqu'alors libres, grâce aussi au développement général de l'intelligence et à l'adoucissement des mœurs, cette injustice est devenue si manifeste, tant pour les esprits avancés que pour les plus arriérés, qu'il est devenu impossible à quiconque de ne pas la voir et de ne pas en comprendre la cause.

Mais les gens, surtout ceux qui ont le profit et les avantages de la propriété du sol, — les propriétaires et ceux dónt les intérêts sont liés à cette institution, — sont si bien habitués à cet état de choses, en ont si longtemps joui, en ont tellement fait fond, que souvent ils ne s'aperçoivent pas eux-mêmes de l'iniquité qu'ils commettent; ils usent de tous les moyens possibles pour se dissimuler à eux-mêmes et cacher aux autres la vérité qui apparaît de plus en plus; ils cherchent à l'étouffer,

à la défigurer, et s'ils n'y réussissent point, à l'annihiler par la conspiration du silence.

Sous ce rapport, fort caractéristique est le sort de l'activité de l'homme remarquable, apparu vers la fin du siècle dernier — Henry George — qui consacra sa grande force spirituelle à l'élucidation de l'injustice et de la cruauté de la propriété foncière, et à l'indication des remèdes à ce mal, remèdes applicables dans l'état des choses actuel qui est commun à toutes les nations. Il l'a fait par ses livres, ses articles et ses discours, avec une puissance et une lucidité si extraordinaires, que tout homme affranchi d'idées préconçues ne saurait manquer, après lecture de ses écrits, de se rendre à ses arguments et de comprendre qu'il n'est pas de réforme capable de modifier la condition du peuple tant que cette injustice fondamentale n'aura pas été

abolie, et que les moyens qu'il propose pour son abolition sont rationnels, justes et réalisables.

Or, qu'arriva-t-il? Bien qu'à l'époque de leur apparition en Angleterre, les écrits d'Henry George se soient vite répandus dans le monde anglo-saxon, et n'aient pas manqué d'être appréciés à leur réelle valeur, il arriva qu'en Angleterre et même en Irlande, — où la criante iniquité de la propriété du sol est particulièrement manifeste, — la majorité de la classe instruite et influente s'opposa à son enseignement, malgré le bien fondé des arguments d'Henry George et la possibilité de la mise en pratique des moyens qu'il indiquait. Les hommes politiques radicaux, tel Parnell, qui tout d'abord acquiescèrent au plan d'Henry George, se séparèrent bientôt de lui, considérant les réformes politiques comme plus importantes.

En Angleterre, presque toute la noblesse fut contre lui, entre autres, le fameux Toynbec, Gladstone et Herbert Spencer — le même Spencer, qui, dans ses *Statics*, affirma d'abord très catégoriquement l'injustice de la propriété de la terre, pour renoncer ensuite à son propre point de vue et racheter les vieilles éditions de ses œuvres, afin d'en éliminer tout ce qu'il avait dit du crime de la propriété du sol.

Pendant l'une des conférences d'Henry George à l'Université d'Oxford, les étudiants se livrèrent contre lui à une manifestation hostile. Quant au parti catholique, il jugea la doctrine de ce noble penseur tout simplement criminelle, immorale, dangereuse et contraire à la loi du Christ. La science sociale orthodoxe se dressa à son tour contre elle : de doctes professeurs la réfutèrent du haut de leur érudition, principalement

parce qu'elle ne s'appuyait pas sur les principes de leur prétendue science. Les socialistes n'y étaient pas moins hostiles, considérant comme question d'importance immédiate, non pas celle de la propriété foncière, mais l'abolition de toute propriété privée.

Mais la principale arme dirigée contre l'enseignement d'Henry George fut celle qu'on emploie toujours contre des vérités irréfutables et de toute évidence. Cette méthode, dont on se sert aujourd'hui encore contre Henry George, fut la conspiration du silence. Ce système réussit si bien qu'un membre du Parlement anglais, Labouchère, put dire publiquement, sans rencontrer aucune contradiction, que : « il n'était pas un fantaisiste comme Henry George, pour proposer d'enlever aux propriétaires la terre pour la relouer ensuite. Il demanderait seulement l'institution d'un impôt sur la va-

leur de la terre[1] ». Ainsi, tandis qu'il attribuait à George ce qu'il ne pouvait jamais avoir dit, Labouchère, prétendant corriger ces fantaisies imaginaires, suggérait ce qu'Henry George avait réellement dit.

Grâce aux efforts réunis de tous ceux qui ont intérêt à défendre l'institution de la propriété foncière, la doctrine de George, irrésistiblement convaincante dans sa simplicité et sa clarté, reste presque inconnue, et, depuis quelques années, elle tombe de plus en plus dans l'oubli voulu.

Çà et là, en Écosse, au Portugal, ou en Nouvelle-Zélande, on se souvient d'elle, et, parmi des centaines de savants, il s'en trouve un pour la connaître et la défendre. Mais en Angleterre et aux États-Unis, le nombre de ses partisans

1. *The Life of Henry George*, by George, Jr., p. 516. New-York, 1900.

diminue graduellement; en France, elle est absolument inconnue; en Allemagne, on l'enseigne dans un cercle restreint, et partout elle est submergée par les théories tapageuses du socialisme. Aussi, n'est-elle connue que de nom parmi la majorité des hommes soi-disant éclairés.

IV

L'on ne discute pas le système de George, on l'ignore tout simplement. (Il est impossible qu'il en soit autrement, car quiconque en prend connaissance ne saurait ne pas l'admettre.)

Quand on le cite par hasard, ou bien on lui attribue ce qu'il ne dit pas, ou bien on lui fait répéter ce qu'il avait déjà répété, ou encore on rejette purement et simplement son système, parce qu'il n'est pas

en accord avec les principes pleins de pédantisme, d'arbitraire et de superficiel de ce qu'on appelle l'économie politique, principes qui sont réputés axiomes indiscutables.

Cependant, malgré tout, la vérité que la terre ne saurait faire l'objet d'une propriété privée a si bien été mise en lumière par la vie de toute l'humanité contemporaine, que pour permettre le maintien d'une organisation sociale conservant cette institution, il n'est qu'un moyen : ne pas poser le problème, ignorer la vérité, et occuper l'esprit par d'autres questions absorbantes. C'est précisément ce que fait le monde chrétien moderne.

Les hommes politiques d'Europe et d'Amérique s'occupent du bien-être de leurs peuples de mille façons : ils discutent les questions de tarifs douaniers, de colonisation, d'impôt sur le revenu, de budgets de la guerre et de la marine,

d'assemblées socialistes, d'unions, de syndicats, d'élections de présidents, de conférences diplomatiques, — ils ont souci de tout, en un mot, sauf de la seule chose sans laquelle il est impossible d'améliorer réellement la condition du peuple : le rétablissement du droit violé, la possession du sol par tous les hommes. Au fond de leur conscience, les politiciens du monde chrétien sentent bien — il leur est impossible de ne pas le sentir — que toute leur activité, — la concurrence commerciale, les rivalités militaires auxquelles ils consacrent toute leur énergie, — ne peuvent aboutir à autre chose qu'à un épuisement général de la force des nations. Néanmoins, sans regarder devant eux, ils s'absorbent entièrement dans leur besogne quotidienne, comme s'ils avaient le seul souci de s'oublier, et de tourner en rond dans un cercle vicieux.

Quelque étrange que paraisse cet aveu-

glement provisoire des hommes politiques d'Europe et d'Amérique, il peut s'expliquer par le fait que l'humanité est engagée si loin dans le mauvais chemin, que la majorité est déjà arrachée à la terre (en Amérique la population n'a jamais vécu par la terre) ; elle gagne sa vie dans les fabriques ou au service des propriétaires agricoles ; elle ne désire et ne demande qu'une chose : l'amélioration de sa situation de salarié. On conçoit donc que pour les politiciens d'Europe et d'Amérique, — tenus à prêter l'oreille aux revendications de la majorité, — il puisse sembler que le meilleur moyen d'améliorer le sort du peuple consistât en l'établissement de tarifs, de trusts, de colonies.

Mais en ce qui concerne la Russie, où la population agricole forme les quatre-vingts centièmes de la nation, et où elle ne demande qu'à conserver son état actuel,

il semble qu'il devrait être évident qu'il faut recourir à un tout autre moyen pour améliorer sa situation.

Les peuples des deux mondes se trouvent dans la position d'un homme qui, engagé sur un chemin qu'il aurait d'abord cru être le bon, s'éloignerait de plus en plus de son but, et se verrait finalement trop loin pour oser confesser son erreur.

Toutefois, les Russes ne sont pas encore au tournant de la route et peuvent, comme le conseille le sage proverbe, « demander leur chemin tant qu'ils sont sur la route ».

Or, que font tous ces Russes qui désirent, ou prétendent désirer, l'organisation d'une vie heureuse pour le peuple ? Ils ne font qu'imiter servilement ce qui se fait en Europe et en Amérique.

Pour faire le bonheur du peuple, ils réclament la liberté de la presse, de conscience, de réunion ; ils s'occupent de ta-

rifs, de peines conditionnelles, de séparation de l'Eglise et de l'Etat, de sociétés coopératives, de nationalisation future des instruments de travail, et par-dessus tout, du régime représentatif, de ce même régime qui existe depuis si longtemps chez les peuples d'Europe et d'Amérique et qui cependant ne facilitera jamais la solution du problème de la propriété du sol, problème qui résout toutes les difficultés. Ce problème n'est même pas posé. Si en Russie les hommes politiques parlent de l'abus de la propriété du sol, de ce qu'ils nomment *la question agraire*, — pensant probablement que cette sotte expression cachera le fond du problème, — ils n'en parlent pas pour affirmer que la propriété privée du sol est un mal qui devrait être aboli, mais pour dire qu'il est nécessaire, par un moyen quelconque, par divers et mesquins palliatifs, de replâtrer, redresser et finalement contour-

ner cette criante, cruelle et ancienne iniquité, et qui attend son heure d'abolition non seulement en Russie, mais dans le monde entier.

En Russie, où une centaine de millions d'individus souffrent sans trêve de la mainmise par les propriétaires fonciers sur le sol, et ne cessent leurs cris et leurs plaintes, l'attitude des hommes qui cherchent partout, sauf où ils se trouvent, les moyens d'améliorer la condition des masses populaires, est exactement celle qu'on peut voir au théâtre, quand tous les spectateurs voient parfaitement l'acteur qui s'y est caché, tandis que ses partenaires, qui le voient très bien aussi, feignent de ne pas voir, s'efforcent à distraire l'attention des uns des autres et ferment volontairement les yeux sur ce qu'ils devraient voir.

V

Des hommes parquèrent un troupeau de vaches, et se nourrirent de leur lait. Les vaches ont brouté jusqu'à la racine et piétiné l'herbe de l'enclos. Voici qu'elles ont faim au point de se ronger la queue les unes aux autres; elles beuglent, gémissent; elles voudraient s'échapper dans les pâturages abondants. Mais ces mêmes hommes qui se nourrissent du lait de ces vaches ont planté, autour de

l'enclos, de la menthe, des plantes produisant des matières colorantes, du tabac; ils ont cultivé des fleurs, établi un champ de courses, un parc, un jeu de tennis, et ils ne laissent pas sortir les bêtes dans la crainte de les voir abîmer tous ces agencements. Mais les vaches beuglent, maigrissent, et nos hommes commencent à craindre qu'elles ne donnent plus de lait. Alors ils imaginent divers procédés d'améliorer la condition des vaches. Ils bâtissent un hangar, ils frictionnent les bêtes avec des brosses humides, leur dorent les cornes, changent les heures de traire, soignent de vieilles vaches invalides, escomptent la pousse de quelque nouvelle herbe bien nourrissante qu'ils ont semée dans l'enclos, discutent sur ce sujet et sur bien d'autres, mais ne font pas, — ne peuvent pas le faire sans détruire l'ordre qu'ils ont établi autour de l'enclos, — l'unique et simple chose qui soit

nécessaire pour eux aussi bien que pour les vaches : abattre les barrières et laisser les vaches user librement et naturellement des pâturages d'alentour.

En procédant ainsi, ces hommes agissent contre tout bon sens; mais il y a une explication à leurs actes : ils redoutent pour le sort réservé à tout ce qu'ils ont établi autour de l'enclos. Mais comment appellerons-nous des gens, lesquels n'ayant rien établi autour de l'enclos et imitant ceux qui ont enfermé leurs vaches en raison de leurs travaux autour du pâturage, retiendront néanmoins leurs vaches en deçà des barrières et prétendront agir ainsi dans l'intérêt même de ces vaches?

C'est précisément ce que font les Russes, tant gouvernants qu'antigouvernants, qui empruntent à l'intention du peuple — souffrant du manque de la terre — toutes sortes d'institutions

européennes, en oubliant le seul point important, la seule chose que le peuple russe revendique : la libération du sol et l'établissement de droits égaux pour tous sur ce sol.

On peut concevoir comment, en Europe, des parasites, ne vivant pas directement du labeur de leurs propres travailleurs, Anglais, Français ou Allemands, mais de celui de travailleurs coloniaux qui produisent le pain, en échange duquel ils reçoivent des produits manufacturés, puissent, sans voir le labeur et la peine de ces travailleurs qui les nourrissent, imaginer une organisation sociale future, à laquelle ils prétendent préparer la société, et s'amuser, l'âme en paix, à des campagnes électorales, des luttes de partis, des débats parlementaires, des changements de ministres et à toutes sortes de récréations qu'ils appellent science et art.

Les véritables nourrisseurs de ces pa-

rasites européens sont les travailleurs qui peinent au loin, aux Indes, en Afrique, en Australie, partiellement en Russie, ceux que les Européens ne peuvent voir. Il n'en va pas de même pour nous autres Russes : nous n'avons pas de colonies et des esclaves invisibles qui nous nourriraient en échange de nos produits manufacturés. Nos nourrisseurs, misérables et affamés, sont toujours sous nos yeux, et nous ne pouvons pas transporter le fardeau de notre injuste vie dans de lointaines colonies où d'invisibles esclaves nous engraisseraient.

Nos crimes sont toujours devant nous.

Or, au lieu de nous occuper des besoins de ceux qui nous font vivre, au lieu d'écouter leurs lamentations et d'essayer de les soulager, nous imaginons pour l'avenir, sous prétexte de leur venir en aide, des organisations socialistes sur le modèle des Européens ; et pour le

présent, nous nous occupons seulement de ce qui nous distrait, en ayant l'air de concourir au bien-être du peuple; en réalité, nous continuons à lui enlever les dernières forces qui lui permettent de nous soutenir, nous ses parasites.

C'est en vue du bonheur du peuple que nous nous efforçons d'abolir la censure des livres, les exils arbitraires, de fonder des écoles communales et agricoles, d'augmenter le nombre des hôpitaux, de supprimer les passe-ports et les monopoles, d'organiser une surveillance étroite des usines, d'indemniser les ouvriers blessés, de délimiter les propriétés, de faciliter aux paysans l'achat de la terre par l'intermédiaire des banques, et bien d'autres choses encore.

Représentez-vous seulement les souffrances des millions d'êtres humains : la mort par suite de privations et d'excès de travail, des vieillards, des femmes, des

enfants; la servitude, les humiliations, les dépenses inutiles de forces, toutes les misères inutiles de la population rurale qui proviennent de l'insuffisance des terres, et vous vous rendrez nettement compte que les améliorations, telles que l'abolition de la censure, des bannissements arbitraires, etc., après lesquelles se sont acharnés les pseudo-défenseurs du peuple, même si elles étaient réalisées, ne constitueraient qu'une imperceptible goutte dans l'océan des misères du peuple russe.

Non seulement ces hommes qui visent le bien-être commun apportent des changements sans portée, laissent une centaine de millions d'individus dans l'esclavage, dû à l'accaparement du sol par la minorité, mais encore nombre parmi eux, et des plus avancés, voudraient que les souffrances du peuple, par leur continuelle aggravation, par le sacrifice de millions de victimes, le contraignent à

changer sa vie habituelle et heureuse des champs, en faveur de l'existence dans les usines perfectionnées qu'ils ont fondées pour lui.

Le peuple russe, — grâce à sa vie agricole, son attachement à cette forme de vie, la tendance chrétienne de son esprit, grâce à cette circonstance que presque seul, parmi toutes les nations européennes, il continue à être et désire rester un peuple agricole, — est placé pour ainsi dire providentiellement par ses conditions historiques dans la situation qui lui permet la solution de ce qu'on appelle la question ouvrière, et le met ainsi à la tête du véritable mouvement progressif de l'humanité. Pourtant, c'est lui qui est convié par ses représentants et ses conducteurs les plus autorisés à suivre le sillage des nations décadentes et désorientées de l'Europe et de l'Amérique, à se dépraver au plus vite à

son tour et à abandonner sa mission pour imiter le reste des Européens.

La pauvreté d'idées est véritablement étonnante de ces gens qui ne pensent pas par eux-mêmes et se contentent de répéter servilement ce que leur servent leurs modèles européens; mais plus étonnante encore est la dureté de leur cœur et leur cruauté.

VI

« Malheur à vous, scribes et Pharisiens, hypocrites ! Car vous êtes comme de blancs sépulcres, dont l'extérieur apparaît superbe, mais dont l'intérieur est plein d'ossements humains et de pourriture !

« De même pour vous, extérieurement vous semblez être justes parmi les hommes, et au dedans vous n'êtes qu'hypocrisie et iniquité » (Mathieu, XXIII, 27, 28).

Il fut un temps où l'on invoqua le nom de Dieu et la vraie croyance en lui pour tuer des hommes, les torturer, les exécuter, les assassiner, par centaines de mille. Aujourd'hui, nous considérons de la hauteur de notre superbe les hommes qui firent ces choses.

Mais nous avons tort. Parmi nous il en est beaucoup comme ces hommes. La différence consiste simplement en ce que ceux du temps passé commirent leurs crimes au nom de Dieu et pour sa cause, tandis qu'aujourd'hui, ceux qui parmi nous commettent le même mal, le font au nom du « peuple » et pour le plus grand bien de sa cause. Et de même que parmi les anciens il y en avait qui eurent la folie de croire fermement qu'ils détenaient la vérité, tandis que d'autres ne cherchèrent hypocritement qu'à faire leurs affaires sous le prétexte de servir Dieu, et de même aussi qu'il y avait une foule qui,

sans réflexion, suivait le plus adroit et le plus hardi, de même de nos jours, ceux qui font le mal sous prétexte de servir le peuple comptent parmi eux les fous convaincus de posséder seuls la vérité, les hypocrites, tandis que la foule leur emboîte le pas. Jadis, ceux qui se proclamaient eux-mêmes les serviteurs de Dieu firent beaucoup de mal en enseignant ce qu'ils appelaient la théologie ; aujourd'hui, si les serviteurs du peuple, en enseignant ce qu'ils appellent leur science, ont fait moins de mal, c'est tout simplement parce qu'ils n'en ont pas encore eu le temps; mais ils ont déjà sur la conscience des fleuves de sang, et la monstrueuse animosité qui divise les hommes.

Et les marques de l'œuvre des uns et des autres sont les mêmes.

La première est la mauvaise vie de la majorité de ces serviteurs tant de Dieu

que du peuple. (Le titre dont ils se parent de serviteurs de Dieu ou du peuple, les dispense, croient-ils, du devoir de se bien conduire.)

La seconde est l'absence totale d'intérêt, d'attention ou d'amour pour l'objet de leurs soins. Dieu, pour des serviteurs de cette espèce, n'a été et n'est qu'un étendard; car en réalité ils n'ont rien de commun avec lui, ne l'aiment pas, ne le connaissent pas et ne désirent pas le connaître. Il en est de même des serviteurs du peuple : celui-ci n'est qu'un prétexte; car loin de l'aimer et de communier avec lui, ils ont pour lui des sentiments de mépris, de répugnance et de terreur.

En troisième lieu, tandis que les uns ne s'occupent que de servir un seul et même Dieu, les autres un seul et même peuple, non seulement ils ne sont pas d'accord entre eux sur la manière de servir

l'un ou l'autre, mais encore déclarent mauvaise et pernicieuse la manière d'agir de tous ceux qui diffèrent d'avis avec eux, et cherchent à arrêter cette action par les moyens violents : bûchers, inquisitions, massacres, jadis; exécutions, emprisonnements, révolutions, meurtres, aujourd'hui.

Enfin, ce qui caractérise les uns et les autres au premier chef, c'est leur complète indifférence, l'ignorance absolue des sentiments de celui qu'ils prétendent servir, de ses désirs, de ses aspirations. Dieu qu'ils ont servi et servent encore avec tant de zèle, a dit expressément et clairement, — dans les écrits reconnus par eux comme révélation divine, — qu'on doit le servir seulement par l'amour de son prochain et en agissant envers les autres comme l'on voudrait être traité soi-même. Mais loin de se conformer à ce précepte, ils inventèrent une tout autre

doctrine à laquelle ils attribuaient une origine divine.

Les serviteurs du peuple agissent de même : ils ignorent délibérément les aspirations nettement manifestées par le peuple, pour lui imposer des desiderata imaginés par eux et dont il n'a pas la moindre idée.

VII

De tous les changements indispensables à apporter à la vie sociale de l'humanité, il en est un de plus mûr et sans lequel le moindre pas vers l'amélioration de notre bien-être ne pourra être fait. La nécessité de ce changement est évidente pour quiconque est libre de théories préconçues. Et cette réforme ne doit pas être l'œuvre de la seule Russie, mais celle du monde entier. La dispari-

tion de tous nos maux dépend de cette œuvre.

Heureusement, en Russie, la plus grande partie de notre population, vivant du travail agricole, ne reconnaît pas la propriété privée du sol, mais désire et demande l'abolition de cet antique abus, et ne cesse d'exprimer ce vœu.

Mais personne ne le voit, personne ne veut le voir!

D'où vient cet égarement singulier? Pourquoi des hommes, bons et intelligents, comme on en rencontre parmi les libéraux, les socialistes et les révolutionnaires, voire parmi les gouvernants, pourquoi, désirant le bonheur du peuple, ne voient-ils pas la seule chose qui lui soit nécessaire, vers quoi il ne cesse d'aspirer et sans laquelle il ne cesse de souffrir? Pourquoi, au lieu de poursuivre la réalisation de buts divers, ne s'efforcent-ils pas d'accomplir l'œuvre que réclame le

peuple et sans laquelle tout le reste ne saurait, dans aucune mesure, contribuer à son bonheur ? Toute l'activité de ses amis tant gouvernementaux qu'antigouvernementaux, ressemble à celle d'un homme qui essaierait d'aider un cheval tombé dans une fondrière en s'installant dans le chariot pour changer et rechanger de place la charge, croyant ainsi soulager le cheval.

Pourquoi cela?

La réponse est la même que celle à faire toutes les fois qu'on demande pourquoi les hommes de notre temps, qui pourraient vivre heureux et contents, vivent mal et misérablement.

Cela provient de ce que les hommes, tant gouvernants qu'antigouvernementaux, qui sont en train d'organiser le bonheur du peuple, n'ont pas de religion ; car sans religion l'homme ne peut pas vivre rationnellement, et encore moins

peut-il savoir ce qui est bien ou ce qui est mal, ce qui est nécessaire ou pas à d'autres hommes. Pour cette seule raison, les gens de notre temps et particulièrement les gens instruits de Russie, — complètement privés de conscience religieuse et s'en faisant ouvertement gloire, — jugent tout de travers la vie et les besoins de ce peuple qu'ils veulent servir, et réclament pour lui tout, sauf ce qui est réellement utile.

Sans religion il est impossible d'aimer véritablement les hommes, et sans les aimer il est impossible de savoir ce qu'ils désirent, encore bien moins ce qui est leur premier besoin. Seuls ceux qui n'ont pas de religion, et par conséquent ne peuvent pas aimer véritablement, sont capables d'imaginer des améliorations insignifiantes au sort du peuple, sans voir le premier mal dont il souffre et dont ils sont eux-mêmes en partie la cause. Il

n'y a que des gens de cette espèce qui puissent prêcher des théories abstraites plus ou moins habilement établies, et qui sont supposées donner dans l'avenir le bonheur au peuple, sans voir les souffrances que celui-ci supporte dans le présent, souffrances qui demandent à être soulagées sans retard et pratiquement. Tel un homme qui, ayant enlevé à un pauvre affamé sa nourriture, lui donnerait des conseils (d'un caractère très incertain d'ailleurs) sur la façon dont il pourra vivre dans l'avenir, et qui ne jugerait pas nécessaire de partager tout de suite avec lui le superflu des aliments dont il l'aurait précisément dépouillé.

Heureusement, de grands progrès ont été accomplis dans l'humanité, non par les parasites qui se nourrissent du sang du peuple, quel que soit le nom dont ils se décorent, — gouvernementaux, révolutionnaires ou libéraux, — mais par des

hommes religieux, c'est-à-dire sérieux, simples, laborieux, et qui ne vivent pas pour la seule satisfaction de leurs intérêts, de leur vanité ou de leur ambition, non plus que pour atteindre des résultats extérieurs, mais pour le seul accomplissement de leur mission humaine devant Dieu.

Voilà les hommes, voilà les seuls hommes qui, par leur activité silencieuse mais résolue, font avancer l'humanité. Ceux-là ne chercheront pas à briller aux yeux des autres en inventant telle ou telle amélioration au sort du peuple. (Il y a un nombre infini de ces changements, mais aucun d'eux n'aura de signification tant que le principal n'aura pas été fait.) Ils s'efforceront au contraire de vivre selon la loi de Dieu, selon leur conscience; en s'efforçant de vivre ainsi ils s'apercevront naturellement des transgressions les plus manifestes de cette loi

et chercheront, pour eux-mêmes et pour les autres, d'y mettre obstacle par tous les moyens.

L'autre jour, un docteur de ma connaissance, en attendant le train dans la salle d'attente de 3e classe d'une grande station de chemin de fer, lisait son journal. Un paysan assis près de lui s'informa de ce qu'il y avait de nouveau. Dans ce journal se trouvait un article sur le congrès « agraire ». Le docteur traduisit en bon russe ce mot bizarre d'« agraire », et quand il entendit qu'il s'agissait de la terre, le paysan lui demanda de lui lire cet article. Le docteur se mit à lire. Survinrent d'autres paysans. Un petit groupe se forma : les moujiks se pressaient les uns contre les autres, quelques-uns s'assirent par terre ; leur visage à tous prit un air d'attention solennelle. Lorsque la lecture fut terminée, l'un de ceux qui étaient le plus en arrière, un

vieillard, poussa un grand soupir et fit le signe de la croix. Bien certainement cet homme n'avait rien compris du tout du jargon dans lequel était écrit cet article, et qui est difficile à comprendre même pour ceux qui savent le parler. Il n'avait rien saisi de ce qui était dit dans le journal, mais il avait compris qu'il s'agissait du grand et ancien crime dont tous ses ancêtres avaient souffert et dont lui-même souffrait; il avait compris que ceux qui commettent ce « péché » commençaient à en avoir conscience. Et l'ayant compris, son esprit se tournait vers Dieu et il se signait. Or, ce simple geste de cet homme contient plus de sens que tout le verbiage dont sont maintenant remplies les colonnes des journaux. Cet homme comprend, comme d'ailleurs le peuple tout entier, que la mainmise sur le sol par ceux qui ne le cultivent pas est un grand péché, dont ses ancêtres ont

souffert physiquement et ont péri, dont lui et ses proches souffrent de même, tandis que ceux qui ont commis et commettent ce péché souffrent moralement; il comprend que ce péché, comme tout péché, comme le servage dont il se souvient encore, doit inévitablement prendre fin. Il le sait, il le comprend, et c'est pourquoi il ne peut s'empêcher de se tourner vers Dieu en songeant que le moment est proche de la délivrance.

VIII

« Les grandes réformes sociales, dit Mazzini, ont toujours été et seront toujours le résultat de grands mouvements religieux. »

C'est aussi le cas pour le mouvement religieux qui se prépare en Russie, dans tout le peuple russe, tant dans la classe ouvrière sevrée de la terre, que, et surtout, chez les grands, petits et moyens propriétaires fonciers et chez ces cen-

taines de mille d'hommes qui, sans accaparer directement le sol, jouissent aujourd'hui d'une situation avantageuse, grâce au travail forcé du peuple qui est dépossédé de la terre.

Le mouvement religieux qui se dessine en Russie a pour but de faire cesser la criminelle injustice qui si longtemps a meurtri et divisé les hommes, non seulement en ce pays, mais encore dans le monde entier.

Cette injustice ne peut être redressée, ni par des réformes politiques, ni par des projets socialistes d'avenir, ni par des révolutions dans le présent, et encore bien moins par philantropie ou les mesures gouvernementales ayant pour but d'acheter et de partager ensuite la terre entre les paysans.

De telles mesures palliatives ne font que détourner l'attention du fond même du problème et retarder sa solution.

Il n'est nécessaire ni de consentir à des sacrifices artificiels ni d'inquiéter les gens, — il est seulement nécessaire que tous ceux qui ont commis ce crime ou y ont participé en aient conscience et veuillent s'en libérer.

Il est seulement nécessaire que cette vérité incontestable que le peuple a toujours connue et connaît toujours, — savoir que la terre ne peut pas être la propriété exclusive de quelques-uns, et que l'exclusion du droit à la terre de ceux-là même qui en ont besoin est un péché, — que cette vérité soit admise d'une façon générale par tous les hommes ; il faut que cela devienne une honte, pour ceux qui monopolisent la terre, de la détenir au préjudice de ceux qui les nourrissent ; il faut que toute participation à cette mainmise devienne une honte, une honte encore que de posséder le sol, une honte toujours de profiter du labeur

d'hommes forcés à travailler parce qu'on les a frustrés de leur droit légitime à la terre.

Il faut qu'il se passe ce qui se passa lors de l'abolition du servage, lorsqu'il fut devenu une honte pour les nobles et les propriétaires de posséder des serfs, que le Gouvernement eut honte de maintenir ces lois injustes et cruelles, et que les paysans eux-mêmes eurent compris jusqu'à l'évidence qu'une injustice inqualifiable avait été commise à leurs dépens. Il faut qu'il en soit de même pour la propriété de la terre. Et c'est nécessaire non seulement dans l'intérêt d'une seule classe, aussi nombreuse qu'elle puisse être, non seulement pour toutes les classes, non seulement pour les classes et les individus d'un même pays, mais encore pour l'ensemble du genre humain.

IX

« Ce n'est pas par des cris et des bruyantes manifestations, ce n'est pas par des plaintes et des dénonciations, ce n'est pas en formant des partis ou en faisant des révolutions, que l'on arrive à réaliser des réformes sociales, écrit Henry George, c'est en éveillant les esprits et en faisant progresser les idées. Tant que l'esprit ne pensera pas juste, il ne pourra y avoir

d'actions justes, et les actes justes suivront les pensées justes.

« La grande œuvre du présent pour tout homme ou pour tout groupement d'hommes voulant améliorer l'état social est une œuvre d'éducation, de propagande d'idées. Tout le reste n'est utile qu'autant qu'il peut servir cette œuvre ; et quiconque pense peut la servir, d'abord en mettant de la clarté dans ses propres idées, ensuite en s'efforçant d'éveiller les pensées de ceux avec qui il se trouve en contact[1]. »

Ceci est absolument vrai. Mais pour servir cette grande cause, il faut quelque chose de plus que la pensée : il faut le sentiment religieux. C'est grâce à ce sentiment qu'au siècle dernier les propriétaires de serfs se sentirent coupables, et, malgré leurs pertes personnelles ou même

1. *Social Problems*, by Henry George, p. 229-230.

leur ruine, cherchèrent les moyens de se libérer du péché qui pesait sur eux.

C'est bien ce sentiment qu'il faut propager dans les classes fortunées, afin qu'il facilite l'accomplissement de la grande œuvre de libération de la terre ; ce sentiment doit se développer au point que les hommes en arrivent à tout sacrifier plutôt que de ne pas se délivrer du péché au milieu duquel ils ont vécu et vivent encore.

Posséder des centaines, des milliers, des centaines de mille d'acres, spéculer sur la terre, tirer profit par un moyen ou un autre de la propriété du sol, vivre dans le luxe en opprimant le peuple, — ce qui est possible, grâce à cette cruelle et manifeste iniquité, — discuter dans divers comités et assemblées les moyens d'amélioration du sort des paysans, et ne pas sacrifier un seul des avantages procurés par l'injustice, voilà qui est une ac-

tion non seulement mauvaise, mais détestable, nuisible, condamnée également par le sens commun, par l'honnêteté et le sentiment chrétien. Ce qui est nécessaire, c'est non pas d'inventer quelque moyen savant d'améliorer le sort des hommes privés de leurs droits légitimes à la propriété du sol, mais bien de se rendre compte de sa propre injustice à leur égard, et de cesser avant toute chose de participer à cette injustice quoi qu'il en puisse coûter. Seule, cette morale mise en action par chacun pourra contribuer effectivement à la solution de la question actuellement pendante devant l'humanité.

L'émancipation des serfs en Russie a été réalisée, non pas par Alexandre II, mais bien par les hommes qui virent le caractère criminel du servage, et, sans égard pour leurs propres intérêts, s'efforcèrent de mettre un terme à ce crime.

Ce fut surtout l'œuvre d'hommes tels que Novikov, Radistchev, les Décembristes, qui étaient prêts à souffrir et ont souffert en effet (sans faire souffrir personne d'autre), en se dévouant au nom de ce qu'ils avaient reconnu être la vérité.

Il doit en advenir de même de cette question de la terre.

Je crois qu'il existe à l'heure actuelle de ces hommes sincères; je crois qu'ils sauront accomplir cette grande œuvre, non seulement russe, mais universelle, qui échoit au peuple russe.

Cette question de la propriété du sol est arrivée actuellement au même degré de maturité qu'il y a cinquante ans avait atteint la question du servage. C'est la répétition absolue de ce qui s'est passé alors. De même qu'à cette époque on cherchait tous les moyens de remédier au malaise et au mécontentement général que l'on sentait dans la société,

de même que l'on employait toute sorte de moyens administratifs extérieurs, tandis qu'il n'y avait rien à faire et que rien ne fit, tant que cette question arrivée à maturité de l'esclavage des âmes ne fut pas résolue, de même maintenant il n'est point de mesures extérieures qui servent ou puissent servir à quoi que ce soit tant que la question bien mûre de l'esclavage du sol n'aura pas été résolue. De même qu'à l'heure actuelle on propose des moyens pour ajouter quelques mètres de terrain au lot paysan par l'entremise de banques, etc., de même jadis on proposait et on prenait des mesures palliatives. De même que maintenant les détenteurs du sol parlent de l'injustice de mettre un terme à leur privilège criminel de propriété, on parlait alors de l'illégalité de la dépossession des seigneurs de leurs serfs. De même qu'alors l'Église voulut justifier le droit

de servage, aujourd'hui, ce qui a pris la place de l'Église, c'est-à-dire la science, cherche à justifier la propriété du sol. De même qu'alors certains maîtres de serfs, se rendant compte de leur péché, s'efforçaient, de différentes manières, de le mitiger, de substituer une rançon payée par les serfs à leur travail direct, et modéraient leurs exactions contre les paysans, aujourd'hui, les plus éclairés parmi les propriétaires du sol, sentant leur faute, s'efforcent de la racheter en louant leurs terres aux paysans à des conditions plus douces, en les leur vendant par l'entremise de banques agricoles, en organisant des écoles populaires, de ridicules maisons de récréation, des projections de lanterne magique, avec lecture, théâtres.

L'attitude indifférente du gouvernement à l'égard de cette question est exactement la même. Jadis, ce ne furent pas non

plus ceux qui inventèrent des plans ingénieux pour changer et améliorer les conditions d'existence du paysan qui trouvèrent la solution de la question ; ce sont ceux qui virent la nécessité urgente d'une solution exacte, ne la reculèrent pas indéfiniment, et, sans s'occuper des difficultés d'ordre spécial, s'efforcèrent d'arrêter immédiatement le mal d'un seul coup, sans admettre la pensée qu'il fût possible de laisser durer le mal une fois reconnu : ils prirent la voie qui leur parut la meilleure dans les conditions données. Il en est de même aujourd'hui pour la question de la propriété du sol.

La question sera résolue, non par ceux qui s'efforceront de prendre des demi-mesures contre le mal ou à chercher des adoucissements au sort du peuple, ou à remettre la solution aux temps futurs, mais par ceux qui comprendront que, par quelque moyen que l'on compose

avec une injustice, elle reste injustice; que c'est un non-sens que de chercher des adoucissements à quelqu'un que l'on torture, que l'on ne peut remettre au futur quand le peuple souffre, et qu'il faudrait immédiatement employer le meilleur procédé de vaincre la difficulté, l'appliquer sans retard. Et on doit d'autant plus rapidement agir ainsi que la méthode à appliquer pour résoudre la question foncière a été établie par Henry George, avec une telle perfection, *qu'étant donné l'organisation actuelle de l'État et l'impôt forcé*, il n'est pas possible de trouver une solution meilleure, plus équitable, plus pratique, plus pacifique.

« Pour annihiler ou pour obscurcir la vérité que j'ai essayé de rendre claire à vos yeux, dit Henry George, l'égoïsme cherche l'appui dans l'ignorance. Mais la vérité porte en elle-même une force de germination, et

les temps sont mûrs pour la recevoir...

« Le sillon est tracé, le grain est semé, le bel arbre va pousser. Il est encore petit; il faut les yeux de la foi pour le voir[1]. »

Je crois qu'Henry George a raison : le crime de la monopolisation du sol est près de disparaître; l'appel d'Henry George était le dernier cri de douleur de l'enfantement; l'enfantement va se produire; la délivrance des maux que les hommes ont supportés si longtemps, doit maintenant être opérée. Je crois de plus (et je voudrais contribuer à cela pour une part, si petite qu'elle soit), que le redressement de cette grande et universelle injustice, redressement qui formera époque dans l'histoire du genre humain, doit être effectué précisément par le peuple slave de Russie, qui, par ses tendances morales et son organisation économique, est prédestiné à cette

1. *The Works*, of Henry George, vol. X, p. 296.

grande tâche universelle. Le peuple russe ne doit pas devenir un peuple de prolétaires à l'instar des peuples d'Europe et d'Amérique; il résoudra, au contraire, la question de la terre par l'abolition de la propriété foncière, et tracera aux autres nations la voie vers une vie rationnelle, libre et heureuse, dégagée de toute contrainte et de tout esclavage industriels, commerciaux ou capitalistes. Voilà, je crois, où l'appelle sa grande destinée historique.

J'aime à imaginer que nous autres parasites russes, qui avons pu nous élever et jouir des loisirs que nous a procurés le labeur du peuple, nous comprendrons nos fautes, et, indépendamment de nos propres avantages, au nom seul de la vérité qui nous condamne, nous appliquerons toutes nos forces à faire cesser ce grand crime.

Yasnaïa Polïana, juillet 1905.

L'AGITATION POLITIQUE
ACTUELLE

L'AGITATION POLITIQUE ACTUELLE

I

Il y a deux mois, je reçus d'un journal de l'Amérique du Nord un télégramme avec réponse payée de cent mots. On me demandait mon opinion sur *la portée, le but et les conséquences probables de l'agitation des zemstvos.*

Comme j'ai, sur ce sujet, une opinion très arrêtée et qui est en désaccord avec

celle de la majorité des Russes, je crus nécessaire de la donner.

Voici ce que je répondis :

« Le but de l'agitation des zemstvos est de limiter le pouvoir despotique et d'instituer un gouvernement représentatif. Que les meneurs de cette agitation voient leurs desseins réalisés ou qu'ils continuent simplement à troubler le pays, le résultat certain, dans les deux cas, sera l'ajournement de la véritable amélioration sociale, puisqu'elle ne saurait être obtenue que par le perfectionnement *religio-moral*[1] de l'individu ; tandis que l'agitation politique, en donnant à chaque individu l'illusion funeste de

1. Il convient d'adopter une fois pour toutes ce terme inédit, car on ne saurait rendre autrement le vocable composé russe employé par Tolstoï et qui attribue au mot religion un sens qui n'est nullement mystique ni dogmatique, mais celui d'une morale purement spiritualiste. (*Note du traducteur.*)

l'amélioration collective par le changement des formes extérieures, arrête généralement le vrai progrès, comme on peut le remarquer dans tous les États constitutionnels : France, Angleterre, Amérique. »

Le contenu de ce télégramme fut inséré dans la *Gazette de Moscou*[1] avec certaines inexactitudes, et aussitôt après je commençai à recevoir et reçois encore des lettres de reproche pour l'idée que j'avais exprimée. Des journaux américains, anglais et français m'interrogent également sur ce que je pense des événements qui se produisent actuellement en Russie.

Je n'avais d'abord l'intention de répondre ni aux uns ni aux autres. Mais après le crime de Saint-Pétersbourg[2] et

1. Organe réactionnaire. (*Note du traducteur.*)
2. La journée du 22 janvier dernier. (*Note du traducteur.*)

en présence des sentiments d'indignation, de peur, de colère et de haine qu'il a provoqués dans la société, je crus de mon devoir d'exprimer avec plus de précision et de développement ce que j'avais exposé brièvement dans les limites de cent mots adressés au journal américain.

Ce que j'ai à dire pourra aider peut-être quelques-uns au moins à s'affranchir de ces pénibles sentiments de blâme, de honte, d'irritation, de haine, d'humeur belliqueuse, de vengeance et de conscience de sa faiblesse qu'éprouvent aujourd'hui la majorité des Russes, et faire reporter leur énergie sur l'activité intérieure, morale, qui seule procure le vrai bonheur, tant aux individus qu'à la collectivité, et qui est d'autant plus nécessaire dans les conditions actuelles que les événements qui se déroulent sont plus complexes et plus pénibles.

Voici mon opinion réfléchie sur les événements actuels :

Je considère tout gouvernement, non seulement le russe, comme une institution compliquée, consacrée par la tradition et la coutume pour commettre impunément, grâce à la force brutale, les crimes les plus épouvantables : meurtre, pillage, abrutissement par l'alcoolisme, dépravation, exploitation du peuple par les riches et les gouvernants. Aussi j'estime que tous les efforts de ceux, qui désirent améliorer la vie sociale, doivent tendre à s'affranchir des gouvernements, dont la nocivité et, surtout, l'inutilité deviennent de nos jours de plus en plus évidentes.

Ce but, à mon sens, est atteint *par un seul moyen : le perfectionnement intérieur religio-moral de chaque individu.*

Plus élevé sera le degré de développement religio-moral des hommes, plus les

formes sociales qui s'établiront seront meilleures et plus la violence gouvernementale et le mal produit diminueront. Et plus bas sera le degré de développement religio-moral des hommes de certaines classes, plus puissant sera le gouvernement et plus grand le mal qu'il commettra.

De sorte que le mal causé aux hommes par les gouvernements est toujours en rapport proportionnel à l'état religio-moral de la société, quelle que soit la forme sociale adoptée par elle.

Cependant, certains hommes, en présence de tout le mal que commet actuellement le gouvernement russe, — gouvernement particulièrement brutal, cruel, stupide et faux, — croient que tout ce mal ne se produirait pas si le gouvernement russe était organisé comme il devrait être, c'est-à-dire sur le modèle des autres gouvernements existants (qui sont pour

tant également organisés dans un but de violence sur leurs peuples). Pour y remédier, ces hommes emploient tous les moyens à leur portée en s'imaginant que le changement des formes extérieures pourrait modifier le fond.

Je considère une telle activité comme *inefficace*, *déraisonnable*, *irrégulière* (parce que les hommes s'attribuent des droits qu'ils n'ont pas) et *nuisible*.

J'estime cette activité inefficace, parce que la lutte par la force et, en général, à l'aide des moyens extérieurs (et non par la seule énergie spirituelle) d'un petit groupe d'hommes contre un gouvernement puissant, qui défend son existence et qui dispose à cet effet de millions d'hommes armés et disciplinés et de milliards de roubles; une telle activité est simplement ridicule au point de vue de la possibilité du succès de l'entreprise et douloureuse au point de vue de la des-

tinée des malheureux qui sont entraînés et qui périssent dans cette lutte inégale.

J'estime cette activité déraisonnable parce que, même en admettant l'invraisemblable, — le triomphe de ceux qui luttent contre le gouvernement existant, — la situation des hommes ne saurait s'améliorer.

En effet, le gouvernement tyrannique est tel parce que la société qu'il domine est composée d'hommes moralement faibles : les uns, guidés par l'ambition, la cupidité et étant dépourvus de conscience, cherchent par tous les moyens à s'emparer et à conserver le pouvoir; les autres, par crainte, par lucre également, par vanité ou par abrutissement, appuient l'action des premiers et se soumettent à eux. Aussi, de quelque façon et sous quelque forme que se groupent ces hommes, ils formeront toujours un gouvernement violent.

J'estime cette activité irrégulière, parce que les Russes qui luttent aujourd'hui contre le gouvernement, — les membres libéraux des zemstvos, les médecins, les avocats, les écrivains, les étudiants, les révolutionnaires et quelques milliers d'ouvriers détachés du peuple et circonvenus par la propagande, — s'intitulent et se considèrent comme les représentants de la nation, bien qu'ils n'aient aucun droit à ce titre.

Au nom du peuple, ils exigent la liberté de la presse, de conscience, de réunion, la séparation de l'Église et de l'État, la journée de huit heures, la représentation nationale, etc. Or, interrogez ce même peuple, — les cent millions de paysans, — sur ce qu'il pense de ces revendications, et ce vrai peuple ne saura que répondre, car toutes ces revendications, y compris la journée de huit heures, ne présentent au-

cun intérêt pour la grande masse des paysans.

Elle n'a que faire de tout cela. Il lui faut toute autre chose : ce à quoi elle aspire et qu'elle attend depuis longtemps, ce à quoi elle songe et dont elle parle sans cesse, et ce dont précisément il n'est pas dit un seul mot dans toutes les adresses et tous les discours libéraux, et est à peine mentionné dans le programme révolutionnaire et socialiste. Elle n'attend et ne désire qu'une chose : l'affranchissement de la terre du droit de propriété, la nationalisation du sol. Car le jour où le paysan ne sera plus privé de la terre, ses enfants n'iront pas travailler à la fabrique, et ceux qui iront, établiront eux-mêmes le nombre d'heures de travail et le taux du salaire.

On nous dit : donnez la liberté, et le peuple pourra faire connaître ses revendications. C'est faux. En Angleterre, en

France, en Amérique, la liberté de la presse est absolue, et pourtant il n'est pas question dans les parlements de la suppression de la propriété foncière ; on agite à peine cette question dans la presse, et le droit de l'ensemble de la nation sur la terre demeure toujours relégué à l'arrière-plan.

Voilà pourquoi les hommes politiques libéraux ou révolutionnaires, qui dressent les programmes des revendications populaires, n'ont aucun droit de se considérer comme les représentants du peuple ; ils ne représentent qu'eux seuls.

Cette activité est donc, à mon avis, inefficace, déraisonnable et irrégulière.

Elle est enfin nuisible parce qu'elle détourne les hommes de leur unique mission : le perfectionnement moral de chacun de nous ; c'est uniquement par ce travail intérieur de l'individu que sera atteint le but que poursuivent ceux

qui luttent contre le gouvernement.

« L'un n'empêche pas l'autre », dira-t-on. Si. Car il est impossible de faire deux choses à la fois. Il est impossible de s'améliorer moralement et de participer en même temps à l'action politique qui entraîne aux intrigues, aux ruses, à la lutte, qui provoque la haine allant jusqu'au meurtre. Loin de préserver les hommes des violences gouvernementales, l'activité politique les rend au contraire de plus en plus inaptes à la seule action qui peut réellement les affranchir.

II

Tant que les hommes seront incapables de résister aux séductions de la cupidité, de l'ambition, de la vanité, de l'intimidation, de l'abrutissement qui asservissent les uns et corrompent les autres, ils se grouperont toujours en une société de violateurs et de violés, d'imposteurs et de trompés. Pour que cela ne soit pas, chaque individu doit faire un effort moral sur lui-même. Au fond de leur âme,

les hommes le sentent; mais ils cherchent à atteindre sans effort ce à quoi on ne saurait parvenir que par l'effort.

Il faut un effort pour établir le rapport qu'on doit garder envers le monde et s'y tenir; il en faut encore pour établir son rapport envers les hommes en vertu de la loi immuable qui commande de faire aux autres ce qu'on veut qu'ils vous fassent; il en faut pour réprimer les mauvaises passions qui nous livrent à la domination des autres; n'être le maître ni l'esclave de personne; ne pas feindre ni mentir, ni par crainte ni par intérêt; il en faut pour ne pas s'écarter des exigences de la loi suprême de la conscience.

S'imaginer, au contraire, que l'établissement de certaines formes sociales, par une voie mystique quelconque, conduira tous les hommes et chacun de nous à l'équité et à la vertu; que pour y arriver,

sans aucun effort personnel de pensée, il suffit de répéter ce que disent les hommes d'un parti, s'agiter, discuter, mentir, feindre, insulter et se battre; s'imaginer et faire tout cela n'exige aucune énergie, puisque cela se fait tout seul.

Les hommes désirent tellement que les choses doivent se passer ainsi, qu'ils se persuadent que cela est. Et alors, une théorie se forme prouvant que les hommes peuvent atteindre le fruit de l'effort sans effort. Cette théorie est toute semblable à celle affirmant que la prière qui aide à son perfectionnement, la croyance en la Rédemption des péchés par le sang du Christ, ou la grâce transmise par le sacrement peuvent remplacer l'effort personnel. C'est sur la même illusion psychologique que repose l'étonnante théorie de l'amélioration de la vie sociale par le changement des formes extérieures, théorie qui a produit et produira

tant de maux horribles et qui, plus que tout, entrave le vrai progrès de l'humanité.

Les hommes se rendent compte qu'il y a dans leur vie des choses mauvaises et qu'il faut l'amender. Or, il n'est dans le pouvoir de l'homme que de s'améliorer soi-même ; il faut d'abord que nous convenions de notre infirmité : c'est ce que nous ne voulons pas. Dès lors, toute notre attention est portée non sur ce qui est en notre pouvoir : nous-mêmes, mais sur les conditions extérieures sur lesquelles nous ne pouvons rien et dont la modification peut aussi peu améliorer notre situation que le transvasement du vin ne peut modifier ses qualités. Dès lors, commence une vie oisive, nuisible, présomptueuse (nous prétendons corriger nos semblables), dépravante et mauvaise (on tue les hommes qui font obstacle au bien commun).

« Reconstituons les formes sociales et la société prospérera », affirme-t-on. Ce serait beau si le bonheur de l'humanité pouvait être atteint aussi facilement! Malheureusement, — ou plutôt heureusement (parce que si les uns pouvaient organiser la vie des autres, ceux-ci seraient les plus malheureux des hommes), — il n'en est pas ainsi : la vie humaine se transforme, non grâce au changement des formes extérieures, mais seulement par le travail intérieur de chaque individu sur lui-même. D'autre part, tout effort pour modifier les formes extérieures ou amender autrui n'améliore pas la situation des hommes, mais, au contraire, est funeste à la vie de ceux qui — rois, présidents, ministres, membres de parlement, hommes politiques, révolutionnaires ou libéraux — cèdent à cette erreur pernicieuse.

III

Les hommes irréfléchis, qui jugent superficiellement, émus par la boucherie fratricide qui eut lieu récemment à Saint-Petersbourg et par tous les événements qui ont accompagné ce forfait, pensent que leur cause principale est dans le despotisme du gouvernement russe. Ils se figurent donc que de pareils événements ne pourraient se répéter si l'on substituait à la forme autocratique de ce gouverne-

ment le régime de monarchie constitutionnelle ou de république.

Or, si l'on médite sur la réelle signification du mal dont souffre aujourd'hui le peuple russe, ce mal apparaît non point dans les événements de Saint-Pétersbourg, mais dans la guerre cruelle et honteuse, si inconsidérément entreprise par une dizaine d'hommes immoraux. Cette guerre a déjà tué et mutilé des centaines de victimes et menace d'immoler autant de vies encore. Elle a non seulement ruiné la génération présente, mais elle grève encore les générations futures sous forme de dette publique. Enfin elle déprave les hommes.

Ce qui s'était passé à Saint-Pétersbourg le 22 janvier dernier n'est rien en comparaison de ce qui se passe là bas, sur les champs de bataille. Là est supprimé et mutilé un nombre d'hommes cent fois plus grand que celui qui a péri

pendant la mémorable journée de Saint-Pétersbourg. Et la perte de ces hommes est loin d'indigner notre société, comme elle fut indignée devant le massacre de Saint-Pétersbourg; sa plus grande partie envisage avec indifférence, même avec sympathie, le fait que des milliers et des milliers de nouvelles victimes sont envoyées là-bas afin d'y être sacrifiées aussi stupidement, aussi inutilement.

Cette calamité est terrible! Aussi, quand on veut parler des maux dont souffre le peuple russe, il faut bien se dire que son principal fléau est la guerre, tandis que l'événement de Saint-Pétersbourg n'est que le corollaire inévitable du grand mal. Et si l'on veut chercher les moyens de se préserver contre les deux maux, il faut en trouver qui puissent être efficaces contre l'un et l'autre.

Or, la substitution au régime despotique de la monarchie constitution-

nelle ou de la république ne délivrera pas la Russie ni de l'un ni de l'autre de ces maux. Tous les États constitutionnels, autant que la Russie ne cessent de s'armer aussi stupidement et, comme elle, envoient leurs peuples se faire tuer, quand l'idée en vient aux quelques hommes qui sont au pouvoir. Les guerres d'Abyssinie, des Boers, d'Espagne, de Cuba, des Philippines, du Tibet, les expéditions contre les peuplades africaines ont été conduites par les gouvernements les plus constitutionnels et les plus républicains. De même ils répriment, le cas échéant, par la force armée les révoltes et les manifestations populaires qu'ils estiment contraires à la loi, c'est-à-dire, à ce qui est aujourd'hui leur loi.

Lorsque, dans un État, quelle que soit sa constitution, le pouvoir s'appuie sur la violence et que ce pouvoir peut être accaparé par quelques hommes, il se produit

et se produira toujours, sous telle ou telle forme, des événements comme ceux qui ont lieu en Russie actuellement : la guerre et la répression des révoltes.

On le voit, la signification des événements de Saint-Pétersbourg n'est nullement de nous avoir montré le vice du gouvernement despotique, comme le croient les gens irréfléchis et qui conseillent par suite de le remplacer par un régime parlementaire ; cette signification est bien plus importante : elle nous révèle, grâce à l'action du gouvernement russe particulièrement stupide et brutal, avec plus de netteté que ne le laisse voir l'attitude plus décente des autres gouvernements, la nocivité et l'inutilité de *tout* gouvernement, autrement dit, de toute réunion d'hommes disposant des moyens de soumettre à leur volonté la masse populaire.

En Angleterre, en Amérique, en

France, en Allemagne, le vice inhérent à tout gouvernement est si bien masqué que les peuples de ces pays s'imaginent candidement que ce qui se passe en Russie ne peut se produire qu'en Russie, tandis qu'ils jouissent chez eux d'une pleine liberté et n'ont besoin d'aucun changement dans leur situation. Cela ne signifie rien d'autre, sinon qu'ils se trouvent dans un état désespéré d'esclavage, un esclavage d'esclaves qui ne se doutent pas de leur esclavage et qui sont fiers de leur situation d'esclaves.

Notre situation à nous, Russes, est à ce point de vue plus pénible, parce que les violences que nous subissons sont plus brutales, mais elle est aussi meilleure, parce qu'il nous est plus facile de nous en rendre compte.

L'attitude, la situation et les tendances d'esprit des Russes, d'une part, et celles des Européens et surtout des Américains

de l'autre, sont identiques à celles des deux hommes, le pharisien et le péager, qui entrèrent dans le temple et dont il est parlé dans l'Evangile de Luc, chapitre XVIII, versets 10, 11, 13.

En somme, tout gouvernement employant la violence est, dans son essence même, inutile et il est le plus grand des maux. C'est pourquoi notre œuvre à nous, Russes, aussi bien que de tous les peuples asservis par les gouvernements, n'est pas dans la substitution d'un régime gouvernemental à un autre, mais dans la suppression de tout gouvernement.

Mon opinion sur les événements qui se produisent actuellement en Russie est donc la suivante : Le gouvernement russe, comme tout gouvernement, est un malfaiteur effroyable, inhumain et tout-puissant, dont l'implacable activité n'a cessé et ne cesse de se manifester, absolument identique à celle de tous les gou-

vernements : américain, français, japonais, anglais. Il faut donc que tous les hommes sensés appliquent tous leurs efforts pour se débarrasser des gouvernements, et les Russes en particulier du leur.

Et pour se débarrasser du gouvernement, il ne faut pas lutter contre lui avec des moyens extérieurs, car ils sont tout simplement ridicules en comparaison de ceux dont il dispose; mais il faut seulement ne pas participer aux institutions gouvernementales et ne pas les soutenir. Alors elles tomberont d'elles-mêmes.

Et pour ne pas les soutenir ni y participer, il faut s'affranchir des faiblesses qui font tomber les hommes dans les arcanes du gouvernement et qui rendent ceux-là les esclaves de celui-ci.

Or, seul peut être libre de ces faiblesses celui qui établit son attitude envers le Grand Tout, envers Dieu, et qui règle sa

conduite d'après l'unique loi suprême qui découle de cette attitude : c'est celui que j'appelle l'homme religio-moral.

Parce que nous, Russes, sentons avec une netteté et une douleur particulière le mal que nous cause notre Gouvernement stupidement cruel et mensonger; parce que nous voyons qu'il est la cause de la perte de centaines de mille d'hommes, qu'il est la ruine et la corruption de millions d'autres hommes et provoque déjà la lutte fratricide à l'intérieur, nous devons avec plus d'intensité nous former une conscience nette et ferme et avec plus de persévérance observer la loi divine qui en découle; cette loi ne nous demande pas d'amender le gouvernement existant ou d'organiser un régime politique et social qui, d'après nos vues bornées, assure le bien commun, elle nous demande uniquement : le perfectionnement moral, en d'autres termes,

l'affranchissement de tous nos vices et faiblesses qui font de nous les esclaves du gouvernement et les complices de ses crimes.

IV

J'avais terminé ces pages et j'hésitais à les publier lorsque je reçus cette remarquable lettre non signée :

« Voici plusieurs jours que je ne puis me ressaisir.

« Lorsque quelqu'un commence à me parler des ouvriers massacrés, je ressens pour lui de la haine et j'éprouve une sorte de mal physique.

« Il y avait des monceaux de cadavres et aussi des femmes, des enfants emmenés tout ensanglantés sur des voitures. Mais est-ce cela qui est horrible? Non : horribles sont les soldats, avec leurs visages ordinaires, bonasses, sans pensées, et qui battent la semelle à cause du froid et attendent le commandement de tirer. Horrible également est le public aux visages où se lit seulement la curiosité. Même les hommes au cœur bon arrivent pour voir par eux-mêmes ou apprendre des autres quelque chose de « terrible » : cadavres déchiquetés, mares de sang... Comme si l'on pouvait voir quelque chose de plus terrible que ces soldats qui sont *comme toujours* et ces braves gens qui cherchent seulement une chose : des frissons d'horreur.

« Je ne puis définir ce qui est le plus effroyable dans ce fait. C'est celui, me semble-t-il, qu'ils *ne comprennent pas* et

que leurs visages gardent leur expression *coutumière*, bien que, une heure plus tard, on tuera et le sang rougira le pavé. Il semble que le plus épouvantable est de sentir qu'*aucun lien* n'existe entre les hommes.

« Ils sont du même village, seulement les uns sont vêtus de capotes grises et les autres de pardessus noirs ; et il est impossible de comprendre pourquoi les hommes en gris plaisantent en parlant du froid et regardent placidement les hommes en noir qui passent, quand ils savent que chacun d'eux a sur lui dix cartouches et que une heure ou deux plus tard elles seront toutes dépensées. Et les hommes en noir les regardent eux aussi comme si tout cela devait être ainsi. On lit dans les livres, on parle de ce qui *désunit* les hommes, mais on n'en sent pas toute l'horreur ; mais quand tout cela est autour de vous et, comme ces

jours-ci, tout le reste cesse momentanément d'exister et qu'il n'y a que cette *seule* chose : capotes grises, pardessus noirs et pelisses de luxe, et que tous ne sont occupés que d'une *seule* chose, mais chacun de *façon différente*, personne ne s'en étonne, personne ne sait pourquoi les uns tirent, les autres tombent, et les troisièmes regardent.

« En tout autre temps la vie est aussi effroyable et incompréhensible : il est également dans l'ordre des choses de tuer au commandement sans hostilité, ni haine ; mais ces jours-ci tout le reste s'est arrêté momentanément et seule cette chose terrible est demeurée. On a le sentiment d'être séparé de chaque homme par un abîme et qu'il est impossible de le franchir, bien qu'on soit tout près les uns des autres. Ce sentiment est insuportable.

« A cinq reprises j'ai commencé et

abandonné cette lettre, et à la fin je me décide à l'écrire. Peut-être est-ce parce qu'il est pénible de se taire continuellement. Tous parlent de venir en aide aux ouvriers et semblent compatir à leur sort. Mais ce qui est terrible, ce n'est pas la situation des ouvriers, et ce n'est pas ceux qui ont besoin d'aide, mais ceux qui tirent sur les gens et les piétinent, et également ceux qui, le lendemain, se promènent et regardent les vitres brisées, les traces de balles et ne voient pas les glaçons de sang sur le trottoir et marchent dessus. »

Oui tout est là, tout est dans ce fait qu'il y a quelque chose qui *désunit* les hommes et qu'il n'y a pas de lien entre eux. Tout est dans l'action qui fera disparaître ce qui désunit les hommes et qui révélera ce qui les unit. Ce qui les désunit, c'est *toute* forme gouvernemen-

tale extérieure, violente; ce qui les unit, c'est l'attitude qu'on doit garder envers Dieu, l'aspiration vers lui, parce que Dieu est unique pour tous, et l'attitude de tous les hommes envers lui est invariable.

Que nous voulions ou non le reconnaître, un seul et même idéal apparaît devant nous tous : le perfectionnement suprême; et seule l'aspiration vers cet idéal supprime la désunion et nous rapproche les uns des autres.

Yasnaïa Polïana, 15 février 1905.

APPEL

AUX HOMMES POLITIQUES

APPEL

AUX HOMMES POLITIQUES

> The most fatal error that ever happened in the world was the separation of political and ethical science.
>
> SHELLEY.
>
> (L'erreur la plus fatale qui eût pu jamais être faite dans le monde fut la séparation de la science politique de la science morale.)

Dans mon appel aux travailleurs [1] j'ai exprimé cette idée : pour se délivrer de l'oppression qui pèse sur eux, les travailleurs doivent, de leur propre initiative, modifier toute leur manière d'être actuelle, cesser de lutter contre leur pro-

1. Voir *Conseils aux Dirigés*, traduction Halpérine-Kaminsky (Fasquelle, éditeur).

chain en vue de leur bien personnel, mais adopter le précepte évangélique : Agis envers les autres comme tu voudrais qu'ils agissent envers toi.

Le moyen que j'ai proposé a provoqué, comme je m'y attendais, une appréciation, toujours la même, ou plutôt une même réprobation, de la part des personnes d'opinions les plus opposées.

« C'est une utopie; ce n'est pas pratique. Attendre, pour délivrer les hommes qui souffrent de l'oppression et de la violence, qu'ils deviennent tous vertueux, c'est reconnaître les maux existants et se condamner à l'inaction. »

Aussi éprouvai-je le besoin de dire en quelques mots pourquoi je tiens cette idée nullement impraticable, comme elle le paraît au premier abord; au contraire, elle mérite de fixer l'attention plus que tout autre moyen proposé par de savants économistes pour améliorer l'ordre so-

cial. Je voulus le dire à ceux qui cherchent sincèrement à servir leur prochain non en paroles, mais par les actes.

C'est donc à ces hommes que je m'adresse.

I

Les principes directeurs de la vie sociale qui guident l'activité des hommes se modifient à mesure et, suivant leur évolution, l'ordre social change également.

Il y eut un temps où l'idéal de la vie sociale était l'absolue liberté animale durant laquelle les uns dévoraient, au sens propre et figuré, les autres. Ensuite, vint la période où l'idéal social était la toute-

puissance d'un seul, l'adoration de potentats, et on se soumettait à eux non seulement bénévolement, mais avec enthousiasme ; telles l'Egypte, Rome : *Morituri te salutant*. Puis, les hommes eurent pour idéal une organisation de la vie pendant laquelle l'autorité n'était plus reconnue comme principe absolu, mais comme une nécessité au maintien de l'ordre public.

Les tentatives de réaliser cet idéal furent la monarchie universelle, puis l'Eglise universelle, unissant et guidant divers Etats. Puis ce fut la représentation nationale ; puis la République, avec ou sans suffrage universel.

Aujourd'hui, on estime que cet idéal peut être réalisé grâce à une organisation économique qui permettra de ne plus considérer les instruments de travail comme propriété privée mais comme propriété nationale.

Si différents que soient tous ces principes, ils supposent toujours la nécessité de l'autorité pour leur application dans la vie, c'est-à-dire une force qui contraint les hommes d'obéir aux lois établies. On admet la même nécessité aujourd'hui.

On admet que, pour atteindre le plus grand bien commun, il faut que ceux qui sont investis de l'autorité (suivant la doctrine chinoise, ce sont les plus vertueux ; suivant la doctrine européenne, les oints ou les élus du peuple) établissent et maintiennent un ordre public grâce auquel sont assurés aux citoyens le maximum de garanties contre les atteintes réciproques à la liberté, à la vie et au travail. Ce n'est pas seulement ceux qui voient dans l'État la condition vitale indispensable, mais encore les révolutionnaires et les socialistes, qui considèrent l'organisation administrative

actuelle comme sujet à modification, reconnaissent, eux aussi, l'autorité, c'est-à-dire le droit et la possibilité des uns à obliger les autres à se soumettre aux lois établies comme condition indispensable de l'ordre social.

Il en fut ainsi de tout temps, et il en est encore ainsi. Mais les hommes, contraints par la force de se soumettre à un ordre de choses, ne le considéraient pas toujours comme le meilleur; souvent ils se révoltaient contre les gouvernants, les renversaient et remplaçaient l'ancien ordre par un nouveau qui, à leur avis, leur garantissait plus de bien-être.

Mais comme ceux qui s'emparaient du pouvoir étaient dépravés par leur omnipotence et en tiraient plus profit pour eux que pour le bien commun, il arrivait que le nouveau gouvernement se montrait aussi inique, souvent plus, que l'ancien.

Il en fut ainsi quand la révolte contre le pouvoir établi triomphait. Mais lorsque la victoire demeurait du côté de celui-ci, il renforçait ses moyens de défense et limitait plus encore la liberté de ses sujets.

Il en fut toujours ainsi, dans l'antiquité comme à l'époque contemporaine, et il en fut ainsi, avec une évidence particulière, dans notre société européenne durant tout le XIXe siècle.

Dans la première moitié de ce siècle, les révolutionnaires triomphèrent pour la plupart. Mais les nouveaux gouvernants qui remplaçaient les anciens : Napoléon Ier, Charles X, Napoléon III, n'ont pas élargi la liberté des citoyens.

Dans la deuxième moitié, après 1848, toutes les tentatives de révolte n'eurent aucun succès. Aussi, par suite des révolutions précédemment triomphantes et des tentatives nouvelles, les gouvernements, prenant des mesures de plus

en plus effectives de défense, renforçaient leur domination à tel point que, grâce au perfectionnement technique qui donne à certains le pouvoir inouï sur la nature et sur les hommes, la lutte des peuples contre les gouvernements devint, à la fin du siècle, impossible. Les gouvernants accaparèrent non seulement de grandes richesses dont ils avaient dépouillé les peuples, non seulement ils recrutèrent habilement des armées bien disciplinées, mais encore ils concentrèrent entre leurs mains tous les procédés d'action moraux sur les masses : la direction de la presse, de la religion et principalement de l'éducation. Ces procédés sont si habilement employés et si puissants qu'à partir de 1848, il n'y eut pas en Europe une seule tentative heureuse de révolution.

II

Ce phénomène est tout nouveau et particulier à notre temps. Si puissants que fussent Néron, Gengis-Khan, Charlemagne, ils ne pouvaient réprimer les soulèvements se produisant sur les confins de leurs possessions, et encore moins étaient-ils en mesure de guider les besoins spirituels de leurs sujets : l'instruction, l'éducation, la religion. Or, aujourd'hui, tous ces moyens se trouvent entre les mains des gouvernants.

Ce n'est pas seulement le macadam, remplaçant le pavé, qui a rendu impossible, à Paris, la construction des barricades qu'on y avait fait élever pendant la Révolution. Durant la seconde moitié du XIX[e] siècle, ce « macadam » s'est révélé dans toutes les branches de l'administration publique : police secrète, espionnage, vénalité de la presse, chemins de fer, télégraphes, téléphones, photographie, prisons, forteresses, grandes richesses, l'éducation et surtout l'armée. Tous ces moyens sont à la disposition du gouvernement.

Et tout est si bien organisé que les autorités les moins habiles, les plus stupides, presque par action réflexe, par simple instinct de conservation, empêchent et empêcheront toujours sans grand effort toute tentative de révolte ouverte que des révolutionnaires attardés font parfois, avec le seul résultat de conso-

lider davantage la puissance gouvernementale.

L'unique moyen d'avoir aujourd'hui raison de l'autorité établie serait donc la résolution de l'armée, composée d'hommes du peuple, après avoir compris l'iniquité et la malfaisance du gouvernement, de refuser de le servir. Mais ici encore, celui-ci, sachant fort bien que son soutien principal est la force armée, a si bien organisé le recrutement et la discipline, que toute propagande est impuissante à lui arracher cet instrument de domination.

En effet nul soldat soumis à l'hypnose de l'exercice que l'on appelle discipline ne peut, étant dans les rangs, en dépit de toute conviction politique, ne pas obéir au commandement, de même qu'aucun homme ne peut s'empêcher de cligner des paupières quand son œil est menacé de recevoir un coup. Et les jeunes gens recru-

tés à vingt ans, élevés dans l'esprit mensonger ecclésiastique ou matérialiste, mais toujours patriotique, sont dans l'impossibilité de refuser le service, de même que les enfants ne peuvent refuser d'aller à l'école quand on les y envoie. Puis, entrés au service, ces adolescents, quelles que soient leurs convictions, sont transformés en une seule année, grâce à la discipline perfectionnée durant des siècles, en instruments dociles de l'autorité. Si de rares cas de refus de servir — un sur dix mille — se rencontrent, ils se produisent parmi les disciples de sectes agissant ainsi en vertu de leurs convictions religieuses que le gouvernement n'admet pas.

De sorte que, de notre temps et dans le monde européen, un gouvernement qui veut garder le pouvoir (et il ne saurait ne pas le vouloir puisque c'est son unique moyen de subsister) peut empêcher toute révolte de s'organiser ; dans le cas même

où une tentative pareille arriverait à un commencement d'exécution, elle serait aussitôt réprimée et n'aurait d'autres résultats que la perte de beaucoup de gens irréfléchis et la consolidation de l'autorité. Ces conséquences peuvent ne pas être aperçues par les révolutionnaires et les socialistes, qui agissent en vertu de traditions arriérées et qui sont entraînés par la lutte devenue pour quelques-uns une profession ; mais elles ne sauraient échapper au discernement de ceux qui observent impartialement les événements historiques.

Ce phénomène est tout nouveau ; c'est pourquoi l'activité des hommes qui ont pour but de changer l'ordre des choses existant doit se conformer à la nouvelle situation qu'occupe l'institution gouvernementale dans le monde européen.

III

La lutte, qui durait pendant la longue suite des siècles entre les gouvernants et les gouvernés, amenait le remplacement successif d'un gouvernement par un autre. Mais depuis le milieu du siècle dernier, le pouvoir exécutif s'est entouré de tels moyens de défense que, grâce au perfectionnement technique de notre temps, toute lutte violente contre lui est devenue impossible. Et, à mesure qu'il acquérait une plus grande puissance, il

laissait voir son instabilité : la contradiction intérieure entre l'idée d'un pouvoir protecteur et la force brutale, moyen inévitable de toute domination, devenait de plus en plus évidente. On voyait de plus en plus clairement que l'autorité était entre les mains des pires des hommes, quand, pour être bienfaisante, elle devait appartenir aux meilleurs. En effet, les meilleurs parmi les hommes ne pouvaient aspirer au pouvoir et ne s'y maintenaient pas, puisque, par son essence même, il est inséparable de la violence.

Cette contradiction est si flagrante que tous les hommes, semble-t-il, devraient la voir ; cependant la mise en scène solennelle, la crainte qu'inspirent le gouvernement et la tradition furent si puissantes que des siècles, des millénaires, s'étaient écoulés avant que les hommes se fussent aperçus de leur méprise. Ce n'est qu'en ces derniers temps qu'ils commencèrent

à comprendre que le propre du pouvoir est de menacer les hommes de la privation de la propriété, de la liberté, de la vie, et de mettre ses menaces à exécution ; ils ont compris que les empereurs, les rois, les ministres, les juges et les autres gouvernants ont consacré leur vie à l'accomplissement de ces mauvaises actions, sans autre motif que le désir de conserver leur situation privilégiée ; ils ont compris, par suite, que, loin d'être les meilleurs, ces hommes sont les pires, et qu'ils ne sauraient, comme tels, concourir au bien commun, mais au contraire, ont toujours été et sont une des causes principales de la misère humaine.

C'est pourquoi l'autorité, qui jadis provoquait l'enthousiasme et le dévouement, suscite aujourd'hui l'indifférence, voire le mépris et la haine chez la plus grande et la meilleure partie des hommes. Cette partie la plus éclairée de la société com-

mence à comprendre que la solennité dont s'entoure l'autorité n'est autre chose que la blouse rouge du bourreau, qui le distingue des autres forçats, parce qu'il se charge de la besogne la plus immorale et la plus répugnante : supplicier des hommes.

D'autre part, l'autorité, se rendant compte de plus en plus de l'état d'esprit dont est animé à son égard le peuple, cesse de s'appuyer sur la puissance spirituelle, — sur le sacre, sur l'élection populaire ou sur les saints, — et ne se maintient que par la violence. Et, en se maintenant par la seule violence, elle voit par cela même lui échapper de plus en plus la confiance du peuple. Et n'ayant plus cette confiance, elle est obligée de concentrer entre ses mains la direction de toutes les manifestations de la vie nationale, et provoquer ainsi un mécontentement plus grand encore.

IV

L'autorité publique est devenue inébranlable, mais elle ne s'appuie plus sur le principe spirituel logique : le sacre, l'élection, la représentation, mais sur la force. En même temps, le peuple ne lui accorde plus aucune créance, ni ne la respecte, mais se soumet à elle simplement parce qu'il ne peut faire autrement.

Ainsi, depuis le milieu du siècle der-

nier, depuis que l'Etat est à la fois devenu invincible et a perdu son prestige et la justification de sa raison d'être, une nouvelle doctrine a commencé à se répandre : il existe une seule liberté qui n'est nullement la liberté chimérique prônée par les partisans de la violence, — affirmant que l'homme est libre lorsqu'il exécute les ordres de ses supérieurs sous peine de châtiment, — mais la liberté vraie, incompatible avec toute domination des uns sur les autres, tout en permettant à chacun d'agir suivant sa sagesse : payer ou non l'impôt, servir ou non dans l'armée, s'allier ou non aux peuples voisins.

D'après cette doctrine, l'Etat n'est point une institution divine, auguste, ni une condition indispensable de la vie sociale comme on le pensait autrefois, mais simplement la manifestation de la brutalité des mœurs. Que le pouvoir soit

entre les mains de Louis XVI, du Comité de salut public, du Directoire, du Consulat, de Napoléon ou de Louis XVIII, du Sultan, du Président, ou du premier ministre, partout où existe le pouvoir des uns sur les autres, la liberté est absente et l'oppression inévitable. C'est pourquoi l'autorité doit être supprimée.

Mais comment la supprimer? Et comment, l'autorité une fois abolie, organiser la vie sociale, afin que les hommes ne retournent pas à l'état sauvage et à l'emploi de la force brutale?

Tous les anarchistes, — comme on nomme les propagateurs de cette doctrine, — s'accordent pour répondre à la première question : pour détruire réellement l'autorité, il ne faut point recourir à la force; mais reconnaître tout d'abord son caractère inutile et nocif.

A la deuxième question : comment

pourrait-on organiser une société sans gouvernement ? les anarchistes répondent diversement.

L'Anglais Godwin, qui a vécu à la fin du XVIIIe siècle et au commencement du XIXe siècle, et le Français Prudhon, au milieu du siècle dernier, répondent ainsi à la première question : pour supprimer l'autorité il suffit que les hommes aient conscience que le *bien commun* (Godwin) et la *justice* (Prudhon) sont violés par l'autorité ; ensuite, si on propageait dans le peuple la conviction que le *bien commun* et que la *justice* peuvent être réalisés seulement en absence de toute autorité, celle-ci disparaîtrait d'elle-même.

A la deuxième question : comment sera assuré, en absence de tout pouvoir public, l'ordre social ? Godwin et Prudhon répondent que les hommes guidés par la conscience du *bien commun* et de la *justice* découvriront naturellement les

formes de la vie commune les plus sages, les plus équitables, et les plus avantageuses pour tous.

D'autres anarchistes, tels Bakounine et Kropotkine, tout en reconnaissant également comme moyen d'abolition de l'autorité la diffusion dans les masses populaires de la conscience de sa nature nuisible et contraire au progrès de l'humanité, considèrent toutefois la révolution comme possible et même nécessaire. Aussi conseillent-ils de s'y préparer. Et quand l'Etat et la propriété seront supprimés, les hommes trouveront naturellement des conditions de vie rationnelles, libres et avantageuses.

L'Allemand Max Stirner et l'écrivain américain Tucker font une réponse presque identique à la question sur les moyens de supprimer l'autorité publique. Tous deux estiment que le jour où les hommes comprendront le fait que l'in-

térêt individuel de chacun est un guide parfaitement suffisant et légitime de nos actes, et que l'autorité ne fait qu'entraver la manifestation de ce principe directeur de la vie humaine, l'Etat disparaîtra de lui-même, autant par suite de la désobéissance et surtout, ajoute Tucker, par suite de la non-participation au gouvernement. A la seconde question ils répondent que, libérés de l'idée superstitieuse sur la nécessité d'un gouvernement, et en obéissant seulement à l'intérêt individuel, les hommes se grouperont naturellement suivant les conditions de vie les plus rationnelles et les plus avantageuses.

Toutes ces doctrines ont raison d'affirmer qu'au cas où la suppression de l'autorité serait jugée nécessaire, on ne pourrait à cet effet recourir à la force, car l'autorité qui supprimerait l'autorité demeurerait autorité. Ce but peut être atteint seulement en faisant pénétrer chez

les hommes la conscience de l'inutilité et de la malfaisance de tout gouvernement auquel on ne doit pas obéir, ni participer.

Cette vérité est indiscutable : seule la conscience raisonnée des hommes peut abolir l'autorité. Mais de quoi doit-on avoir conscience?

Les anarchistes estiment qu'elle doit avoir pour objet le bien public, la justice, le progrès ou encore l'intérêt de l'individu. Or, sans s'arrêter sur le fait que ces principes ne concordent pas entre eux, les définitions mêmes du *bien commun*, de la *justice*, du *progrès*, de l'*intérêt individuel* sont infiniment variées. Aussi est-il difficile de supposer que des hommes, en désaccord entre eux sur les principes en vertu desquels ils luttent contre l'État, puissent triompher d'une institution si solidement établie et si habilement défendue.

Quant à supposer que des conceptions

du bien commun, de la justice ou de la loi du progrès puissent suffire à ce que des hommes, qui se sont soustraits à l'autorité, mais qui n'ont aucune raison de sacrifier leur bonheur personnel au bien commun, se groupent en une organisation équitable et qui ne porte pas atteinte à leur liberté réciproque, ce serait encore moins bien fondé. Enfin, la doctrine utilitaire et égoïste de Max Stirner et de Tucker, affirmant que l'obéissance de chacun à son intérêt personnel établira des rapports équitables entre tous, n'est pas seulement gratuite, mais encore contraire à la réalité.

En reconnaissant avec raison l'arme spirituelle comme seul moyen d'abolir l'État, tout en adoptant une conception matérialiste, non religieuse, de la vie, l'anarchisme est dépourvu de cette arme spirituelle et il se borne à des rêves qui fournissent le prétexte aux défenseurs

de la violence d'annuler ce juste principe.

Quant à l'arme spirituelle, il n'en est qu'une, elle est connue des hommes depuis longtemps, elle a toujours eu raison de l'autorité et elle a toujours donné aux hommes qui l'employaient une liberté complète et inviolable. Cette arme est : la conception religieuse de la vie qui fait considérer la vie terrestre comme une manifestation partielle de la vie de l'univers qui lie la vie humaine à la vie infinie et qui, voyant le suprême bonheur individuel dans l'accomplissement des lois de la vie infinie, juge cette observance plus obligatoire que celle de toutes les lois humaines.

Seule, cette conception religieuse unit les hommes dans la même idée de la vie, seule, elle est inconciliable avec la soumission à l'autorité, et, par suite, elle la supprime réellement.

Et, chose singulière! ce n'est qu'après avoir été amenés par la vie même à la conviction que l'État actuel est invincible et ne peut être supprimé par la force, que les hommes ont compris cette vérité si banale : l'autorité et tout le mal qu'elle cause sont simplement la conséquence de notre mauvaise conduite, et que, pour faire disparaître l'État et le mal qu'il nous cause, il nous faut mener une bonne vie.

Les hommes commencent à le comprendre. Il leur reste maintenant à se convaincre que, pour mener une bonne vie, il n'est qu'un seul moyen : l'observance d'une doctrine religieuse accessible à la majorité des hommes.

Seule l'observance de cette doctrine religieuse nous permettrait d'atteindre l'idéal posé actuellement devant notre conscience et auquel nous aspirons.

Toutes les autres tentatives de sup-

primer l'autorité et d'organiser en son absence une vie sociale bonne et rationnelle ne sont qu'une vaine dépense de force et, loin de nous rapprocher du but que nous poursuivons, elles ne font que nous en éloigner davantage [1].

1. Voir mon article : *Qu'est-ce que la religion ?* (*Note de l'auteur.*)

V

Voilà ce que je tenais à dire, à vous, hommes politiques sincères, qui ne vous contentez pas de la vie égoïste et voulez consacrer toutes vos forces au service de vos frères.

Si vous prenez part ou désirez prendre part à l'activité gouvernementale et servir par cette voie le peuple, réfléchissez à ce qu'est tout gouvernement qui se maintient en vertu du principe de l'au-

torité. Après avoir médité sur cette question, vous ne pourrez ne pas vous apercevoir qu'il n'est point de gouvernement qui ne commette pas, ne se prépare à commettre des actes de violence sans lesquels il ne saurait se maintenir.

Un écrivain américain peu connu, Thoreau, raconte dans son ouvrage : *Pourquoi l'homme ne doit pas obéir au gouvernement*, comment il avait refusé de payer au gouvernement américain un dollar d'impôt, en donnant pour raison qu'il ne voulait pas, par son dollar, participer aux œuvres d'un gouvernement qui autorise l'esclavage des nègres. Est-ce que tout citoyen, — je ne dis pas tout Russe, — du pays le plus avancé de l'Amérique ne doit pas agir de même envers son gouvernement, en raison de son action à Cuba, aux Philippines, de sa conduite envers les nègres et les Chinois, ou bien tout citoyen de l'Angleterre qui fait le

commerce de l'opium, qui écrase les Boers, ou encore de la France avec ses horreurs de militarisme?

C'est pourquoi tout homme sincère, qui veut servir ses semblables, ne saurait participer au gouvernement s'il s'est rendu bien compte de ce qu'est toute autorité, qu'en adoptant cette règle : la fin justifie les moyens.

Or, une pareille activité fut toujours nuisible, tant pour ceux en faveur desquels elle s'exerçait que pour ceux qui l'exerçaient.

En somme, la chose est bien simple. Vous voulez obtenir la plus grande part de liberté et de droits pour le peuple en se soumettant au gouvernement et en se servant des lois. Mais la liberté et les droits sont en raison inverse de la puissance du gouvernement et en général des classes dirigeantes. Plus le peuple jouira de liberté et de droits, moins le

gouvernement disposera d'autorité et de prérogatives. Tous les pouvoirs constitués le savent et, tout en conservant l'autorité, tolèrent volontiers les joutes oratoires des libéraux, admettent même certaines mesures insignifiantes ayant quelque caractère de libéralisme parce qu'elles justifient leur domination, mais arrêtent aussitôt par la force toute tentative des mêmes libéraux qui menacent leur existence. De sorte que tous vos efforts de servir le peuple par la voie administrative ou parlementaire vous conduiront simplement à l'affermissement de l'autorité des classes dirigeantes et à votre participation plus ou moins consciente au pouvoir, suivant le degré de votre sincérité. Tel est le résultat de l'activité de ceux qui désirent servir le peuple en profitant des institutions existantes.

Si vous êtes de ces hommes sincères qui veulent servir la cause commune à

l'aide de procédés révolutionnaires et socialistes, songez un instant aux caractères de ces moyens. Ils sont d'abord et principalement immoraux, parce qu'ils renferment le mensonge, la brutalité, le meurtre ; en aucun cas, ils ne font atteindre le but. La force et la prudence des gouvernements qui défendent leur existence sont si effectives à notre époque qu'aucune ruse, supercherie ni cruauté, non seulement ne sauraient les renverser, mais même les ébranler. Toutes les tentatives de révolution ont aujourd'hui pour unique résultat de fournir au gouvernement une nouvelle justification à l'emploi de la violence, et d'accroître sa puissance de domination.

Lors même où on admettrait l'impossible : la révolution triomphant de tous les obstacles, deux questions se poseraient : Premièrement, comment croire, contrairement à ce qui s'est passé jus-

qu'ici, qu'une autorité qui a supprimé une autre autorité augmenterait la liberté et deviendrait plus bienfaisante que celle qu'elle a abolie? Deuxièmement, avec la supposition, contraire à tout bon sens et à l'expérience du passé, que la nouvelle autorité donnerait toute liberté aux hommes d'établir les conditions de la vie qu'ils considèrent les plus utiles pour eux, il n'y a aucune raison de croire à la possibilité de l'organisation d'un ordre social plus parfait par des hommes habitués à mener une vie égoïste.

Que le roi du Dahomey promulgue la plus libérale des constitutions, voire réalise la socialisation des instruments de travail afin de sauver les hommes de tous les maux, quelqu'un devra exercer l'autorité afin que la constitution soit observée et que les instruments de travail ne tombent pas entre les mains

des particuliers ; et comme cette constitution sera accordée à des Dahoméens, ayant leur conception présente de la vie, il est évident que l'oppression des uns par les autres, bien que sous une autre forme, gardera le caractère qu'elle avait avant la constitution et la nationalisation des instruments de travail. De fait, avant de réaliser une organisation socialiste, il faut que les Dahoméens perdent le goût de sacrifices sanglants. Une même évolution de sentiments doit se produire chez les Européens.

Ce ne sont pas les institutions nouvelles, maintenues par la force, qui pourraient assurer une vie sociale d'où l'oppression serait bannie, mais bien un état d'esprit moral qui suscitera chez les hommes la volonté d'agir envers les autres comme ils veulent qu'on agisse envers eux. Et ces hommes existent. Ils existent dans des communautés chré-

tiennes, en Amérique, en Russie, au Canada. Ces hommes vivent réellement sans loi, vivent d'une vie commune, sans domination des uns par les autres.

L'activité sensée, répondant aux besoins de notre temps et de notre société chrétienne, ne saurait donc être que celle-ci : la profession et la propagation en paroles et en actes de la doctrine religieuse la plus récente et la plus élevée qui nous soit connue, savoir la doctrine chrétienne.

Et quand je dis doctrine chrétienne, je n'entends pas celle qui, s'adaptant à l'ordre des choses actuel, exige simplement l'observance du culte extérieur ou se contente de la foi en la rédemption, mais j'ai en vue le christianisme humain dont le fondement est la non-participation aux actes du gouvernement, l'insoumission à ses exigences — impôts, droits d'entrée, arrêts de justice, service mili-

taire — qui tous sont contraires à l'esprit du véritable christianisme.

Et s'il en est ainsi, il est évident que l'activité de quiconque veut servir son prochain ne doit pas être dirigée vers la réorganisation des formes sociales mais s'appliquer à l'amélioration morale de sa propre nature et de celle de ses semblables.

Ceux qui agissent autrement pensent d'habitude que les conditions sociales et la nature humaine peuvent s'amender en même temps. Or, ceux qui pensent ainsi commettent l'erreur si fréquente de prendre l'effet pour la cause et *vice versa*, ou le phénomène qui l'accompagne.

Le changement de la nature des hommes et leur conception de la vie entraîne inévitablement le changement de formes sociales; par contre, l'action en vue de modifier celles-ci, loin d'aider à l'évolution de la nature et de la conception des

hommes, empêche cette évolution, en dirigeant notre attention et notre activité sur une voie fausse. Espérer changer les sentiments et la conception des hommes en changeant les formes extérieures de la vie, c'est placer de différentes manières du bois vert dans un poèle avec l'espoir de lui trouver une disposition qui le fasse prendre. Et tout le monde sait que seul le bois sec brûlera, quelle que soit sa disposition.

Cette erreur est si évidente que personne n'aurait pu la commettre s'il n'y avait une cause qui la favorise. Elle est dans ce fait que l'œuvre de la modification des sentiments humains doit être commencée par soi-même et exige une lutte et un travail intérieur continuels; tandis que le changement des formes de la vie d'autrui est facile à faire, n'a besoin d'aucun travail intérieur et nous paraît néanmoins une œuvre de haute importance.

C'est contre cette erreur, source des plus grands maux, que je mets en garde vous tous, qui voulez sincèrement servir vos semblables.

VI

« Mais nous ne pouvons vivre tranquilles en songeant seulement à professer et propager le christianisme, et en voyant autour de nous des hommes qui souffrent. Nous voulons les servir activement. Nous sommes prêts à donner notre travail, même notre vie à cette fin ! » disent certains avec une indignation plus ou moins sincère.

Mais d'où savez-vous, leur répondrais-je, que vous êtes appelés à servir

vos semblables par le moyen qui vous semble le plus utile et le plus efficace? Ce que vous dites montre seulement que vous avez déjà décidé qu'on ne pouvait servir l'humanité en vivant en chrétiens et que le véritable moyen de la servir est l'activité politique qui vous tente.

Or, tous les hommes politiques pensent de même, et néanmoins ils sont loin d'être d'accord entre eux; ils ne peuvent donc tous avoir raison.

Ce serait fort bien si chacun pouvait rendre service à sa manière; mais c'est impossible. Car il n'y a qu'un moyen de servir les hommes afin d'améliorer leur situation : c'est de professer une doctrine qui détermine son propre perfectionnement intérieur. C'est précisément le perfectionnement du vrai chrétien, ne vivant pas à cet effet dans l'isolement, perfectionnement qui consiste dans l'établissement de rapports de plus en plus

affectueux avec ses semblables. Enfin, l'établissement de ces rapports ne peut ne pas améliorer la situation générale des hommes, bien que la forme sous laquelle ils doivent se manifester ne nous soit pas encore connue.

Certes, l'œuvre gouvernementale, parlementaire ou révolutionnaire, à laquelle nous participons définit d'avance les résultats que nous voulons atteindre, et il nous est permis en même temps de jouir de tous les avantages d'une vie agréable, luxueuse, acquérir une brillante situation, l'approbation des hommes et la gloire. Si même il nous arrive de souffrir, cette possibilité de douleur est compensée par la possibilité de succès. Ainsi, la profession de militaire comporte les plus grands risques de souffrance et même de mort, et cependant ce sont les plus immoraux et les plus égoïstes qui font choix de cette carrière.

Par contre, la conception religieuse ne définit point par avance le résultat auquel notre activité peut arriver, et de plus, elle exige de renoncer au succès extérieur ; aussi, loin de procurer une situation brillante et la gloire, place-t-elle les hommes dans la situation la plus inférieure au point de vue social : elle les expose non seulement au mépris et au blâme, mais aux souffrances les plus cruelles et à la mort.

Ainsi, avec le service militaire obligatoire d'aujourd'hui, l'attitude religieuse oblige celui qui est recruté pour se livrer au meurtre d'endurer tous les châtiments que le gouvernement lui inflige pour le refus du service militaire. C'est pourquoi l'activité religieuse est pénible ; en revanche, elle seule nous donne la conscience de la liberté vraie et la certitude de faire notre devoir.

Cette activité est donc seule vraiment

fertile, puisque, tout en se conformant à l'idéal suprême, elle atteint subsidiairement et d'une façon naturelle et simple, les résultats auxquels veulent arriver les hommes publics en employant des moyens artificiels. De sorte que le seul moyen de servir les hommes est de mener soi-même une vie morale.

Et loin d'être chimérique, comme le pensent ceux à qui ce moyen est désavantageux, il est plus praticable que tous les autres qui servent aux meneurs de masses pour les entraîner dans la fausse voie et loin de la seule vraie.

VII

« Mais quand cela pourrait-il arriver, si même on l'admettait ? » demandent ceux qui souhaitent de voir au plus tôt la réalisation de cet idéal.

Évidemment, il serait bien mieux si on pouvait le réaliser bientôt, immédiatement.

Il serait parfait si on pouvait faire pousser une forêt en un clin d'œil. Malheureusement, c'est impossible ; il

faut attendre que la semence germe, fasse venir des pousses, puis des feuilles, puis la tige qui se transforme enfin en arbre.

On peut, il est vrai, ficher dans la terre des branches qui formeraient pendant un certain temps uu semblant de forêt; mais ce ne serait qu'un semblant. On peut en dire autant de l'improvisation d'une nouvelle société. On peut édifier un simulacre du bon ordre, à l'exemple de celui d'aujourd'hui, mais cette contrefaçon ne fait que nous éloigner de la possibilité du véritable ordre public. De fait, les gouvernants actuels éloignent cette possibilité, d'abord parce qu'ils nous trompent en nous faisant croire au règne de l'ordre, quand il n'est pas; parce que ce semblant d'ordre est atteint par l'exercice de l'autorité; or, celle-ci déprave autant les gouvernants que les gouvernés; d'où une moins

grande possibilité de réaliser la paix publique.

Ainsi, les tentatives d'une hâtive réalisation de l'idéal empêcheraient le plus la possibilité de l'atteindre.

La solution de la question posée, — à quel moment sera atteint l'idéal : une société sans violence, — dépend donc du moment où les amis sincères du peuple comprendront que rien n'éloigne autant les hommes de leur idéal que leurs actions actuelles : le maintien des vieilles superstitions, ou bien la négation de toute religion, l'orientation de l'activité populaire dans le sens de la soumission au gouvernement, les révolutions, la propagande socialiste...

Que les hommes sincèrement attachés à la cause commune comprennent seulement toute la vanité des moyens d'améliorer notre situation proposés par les partisans de l'État et des révolutionnaires;

qu'ils se rendent compte que le seul moyen de débarrasser les hommes de leurs maux est de cesser, de leur propre initiative, de mener une vie égoïste, païenne, et qu'ils inaugurent une vie chrétienne, c'est-à-dire d'union entre les hommes ; qu'ils ne reconnaissent plus comme possibles et légitimes les actes de violence ou la participation à ces actes dans un intérêt personnel; qu'ils observent au contraire la loi fondamentale, la loi suprême prescrivant d'agir envers les autres comme on veut qu'on agisse envers soi, et immédiatement tomberaient les formes déraisonnables et cruelles de la vie d'aujourd'hui, et il s'en formerait de nouvelles correspondant à la nouvelle conception des hommes.

Qu'on songe seulement quelles grandes et belles forces spirituelles sont dépensées de nos jours au service des institutions surannées de l'État et à sa défense

contre la révolution, combien de jeunes et ardentes vies sont sacrifiées aux tentatives révolutionnaires, à la vaine lutte contre l'État et combien de rêves irréalisables illusionnent les partisans du socialisme! Et tout cela pour éloigner, pour rendre irréalisable le bien auquel nous aspirons tous. Qu'arriverait-il, au contraire, si tous ces efforts dépensés en pure perte, et souvent au détriment du prochain, étaient dirigés vers notre perfectionnement individuel, seul moyen d'obtenir une vie sociale avantageuse pour tous?

Combien de fois aurait-on pu déjà construire une nouvelle maison, avec de nouveaux et solides matériaux, si tous les efforts qu'on a dépensés et qu'on dépense encore à l'étayage de la vieille maison étaient employés résolument et avec conscience à la préparation de matériaux pour édifier la nouvelle maison. Certes,

celle-ci ne pourrait être dès le début aussi luxueuse et commode pour certains privilégiés comme l'a été l'ancienne ; mais elle serait incontestablement plus solide et susceptible de plus de perfectionnements utiles, non pas seulement aux privilégiés, mais à tous les hommes.

Tout ce que je viens de dire peut être ramené à cette vérité simple, indiscutable et accessible à tous : pour que la bonne vie se généralise, il faut que les hommes soient bons.

Quant aux moyens de réaliser ce but, il n'en est qu'un : c'est que chacun de nous s'efforce à être bon.

Voilà pourquoi toute l'activité de ceux qui veulent concourir à la réalisation de cette vie morale peut et doit tendre à leur propre perfectionnement intérieur, c'est-à-dire, agir comme il est dit dans l'Evangile : « Soyez parfaits comme votre Père céleste. »

COMMENT

POURRONT S'AFFRANCHIR

LES TRAVAILLEURS

COMMENT POURRONT S'AFFRANCHIR LES TRAVAILLEURS

LETTRE A UN PAYSAN

Vous me demandez : « *Est-ce que les millions de kaftans gris traîneront longtemps encore le chariot renversé?* » Vous ajoutez : « Voici le vingtième siècle commencé, et cependant les temps sont durs : le sang et la sueur des travailleurs russes coulent à flots. Il n'y aura plus ni père, ni frère, ni mari, mais beaucoup de

mutilés; et le chariot renversé est toujours à la même place. »

Vous dîtes encore : « Devons-nous traîner encore longtemps le chariot en psalmodiant la *Doubinouchka*[1] : Ha ! elle marche, elle est partie, ha ! »

Enfin vous me demandez conseil : « *Comment les kaftans gris, qui souffrent et supportent tout, pourront-t-ils traîner le chariot renversé jusqu'au but indiqué, et comment le peuple pourra-t-il se débarrasser des travaux inutiles?* »

Il y a quelques années, j'ai écrit précisément sur ce sujet plusieurs articles : *L'unique moyen*; *Le faut-il ainsi? Où est l'issue? Appel aux travailleurs*; et *Ressaisissez-vous*[2]. J'ai cherché à montrer dans ces articles comment, à mon avis, le peuple

1. Mélopée chantée habituellement par les ouvriers au travail et plus particulièrement en faisant marcher une grue primitive.

2. Voir *L'Unique moyen* et l'*Appel aux travailleurs*

des travailleurs pourrait se débarrasser de ses labeurs inutiles et de ses souffrances. Je tâcherai de répondre à vos questions encore plus nettement et plus brièvement.

*
* *

Chacun sait qu'il est inutile et fort difficile de traîner un chariot renversé ; c'est pourquoi certains disent : « Tout le mal vient de ce que le chariot est renversé ; aidez-nous à le remettre sur ses roues, et cela ira tout seul. »

Je pense que ces hommes ne disent pas ce qu'il faut. Si même, on remettait le chariot sur ses roues, la première chose que feraient ces redresseurs serait

dans *Conseils aux dirigés* (Fasquelle, éditeur) ; et l'étude *Ressaisissez-vous !* sous le titre de la *Guerre russo-japonaise*, dans le volume intitulé de même, traduit par Halpérine-Kaminsky (Flammarion, éditeur).

de s'empiler sur le chariot et de vous y atteler. Ils ne le traîneront pas eux-mêmes ; ils ne le redresseront que pour y monter. Et si ils y montent tous, vous pouvez être certains que le chariot versera à nouveau. Cela lui arrive précisément parce qu'il est toujours bondé.

Pour moi, le principal n'est pas dans le fait que le chariot soit debout ou renversé, mais dans celui que vous n'avez pas, vous, à le traîner, du tout. Or, c'est vous-mêmes, qui vous êtes laissés faire, qui avez passé la tête dans le collier, qui vous êtes placés entre les brancards, qui vous êtes attelés à un chariot renversé, et vous vous plaignez de la peine que vous aviez à le traîner.

Maintenant que vous êtes attelés, il ne s'agit plus de savoir si le chariot est sur ses roues ou non, mais comment s'en dételer. Pour le faire, il n'est qu'un moyen, et ce moyen je l'ai indiqué dans

les articles que j'ai cités. Je vais l'indiquer à nouveau.

Ce moyen est simple et facile ; seulement il y a trop longtemps qu'on l'a oublié et qu'on s'en est déshabitué. Ce moyen est de *vivre selon la loi de Dieu*. Et vivre selon la loi de Dieu signifie craindre Dieu et lui obéir plus qu'au maître de la police, au gouverneur, au tsar. Si donc le maître de la police, le gouverneur, le tsar exige une chose que Dieu défend, il ne faut pas obéir au maître de la police, au gouverneur, au tsar, mais à Dieu.

Essayez de vivre ainsi, et le chariot restera où il est, tandis que vous vivrez sans l'attelage, par vous-même, librement, fraternellement, et, loin de vous plaindre de votre sort, comme aujourd'hui, vous vous en réjouirez.

Mais une fois que vous vous mettrez à vivre d'après la loi de Dieu, il faut que

vous la suiviez complètement dans tous vos actes, et non pas seulement pour la forme : allumer des cierges, observer le carême, aller à la messe, promener en procession les icônes.

Vivre selon la loi de Dieu, c'est vivre d'après les commandements de l'Évangile.

Premier commandement : « Vous avez entendu qu'il a été dit aux ouvriers : Tu ne tueras point, et celui qui tuera sera punissable par le jugement. Mais moi je vous dis que quiconque se met en colère contre son frère, sera puni par le jugement. » (Mathieu, chap. V, 21, 22.)

Donc il est défendu non seulement de tuer, mais encore de se quereller, de s'injurier, de garder rancune.

Deuxième commandement : « Vous avez entendu qu'il a été dit aux anciens : Tu ne commettras point d'adultère. Mais moi je vous dis que quiconque regarde une femme pour la convoiter, il a déjà

commis l'adultère avec elle dans son cœur. » (Chap. V, 27, 28.)

C'est-à-dire, non seulement il ne faut pas se débaucher, mais mari et femme doivent vivre ensemble : une seule femme avec un seul homme, et se garder de tout ce qui excite la lubricité.

Troisième commandement : « Vous avez encore entendu qu'il a été dit aux anciens : Tu ne te parjureras point, mais tu t'acquitteras envers le Seigneur de ce que tu auras promis avec serment. Mais moi je vous dis : Ne jurez point du tout. » (Chap. V, 33, 34.)

C'est-à-dire, il ne faut pas prêter serment, ni devant les tribunaux, ni au tsar, ni pour servir dans l'armée.

Quatrième commandement : « Vous avez entendu qu'il a été dit : Œil pour œil, dent pour dent. Mais moi je vous dis de ne pas résister à celui qui te fait du mal; mais si quelqu'un te frappe à la joue

droite, présente-lui aussi l'autre. » (Chap. V, 38, 39.)

C'est-à-dire, ne pas rendre l'offense pour l'offense, ne pas se venger, mais venir en aide aux autres ; ne pas châtier, ne pas emprisonner, ne pas bannir, ne pas supplicier.

Cinquième commandement : « Vous avez entendu qu'il a été dit : Tu aimeras ton prochain et tu haïras ton ennemi. Mais moi je vous dis : Aimez vos ennemis, bénissez ceux qui vous maudissent ; faites du bien à ceux qui vous haïssent et priez pour ceux qui vous outragent et vous persécutent. » (Chap. V, 43, 44.)

C'est-à-dire, ne pas considérer les autres peuples comme des ennemis, ne pas distinguer entre votre peuple et le peuple étranger et ne pas lui faire la guerre.

Que les hommes se conforment à ces cinq commandements, comme ils ob-

servent aujourd'hui les rites de l'Eglise, et le chariot restera où il se trouve, et on n'aura pas besoin de le traîner.

Le chariot représente, dans mon esprit, les maîtres, — capitalistes, fonctionnaires, propriétaires fonciers, fabricants, prêtres, archevêques, — tous ceux qui ne besognent pas par eux-mêmes, mais montent en croupe au peuple ouvrier. Quant à l'attelage, il représente les impôts, le manque de terre, le service militaire, les dîmes de l'Eglise, la misère, les usines, la cherté des vivres, l'insuffisance du salaire.

Les impôts? Mais qui les percevrait si les hommes vivaient d'après la loi de Dieu? Si même il s'en trouverait qui voudrait les percevoir, celui qui vit selon la volonté de Dieu ne saurait les payer de son plein gré. « Si mon argent ou mon travail est nécessaire pour une bonne œuvre, dira cet homme, je l'of-

frirai moi-même; mais je me refuse à donner mon argent pour faire les frais des prisons, des chaînes, des fusils, des canons, pour donner des appointements aux généraux. Dieu me le défend et je ne le donnerai pas sans contrainte. »

Le manque de terre? Qui donc garde la terre des propriétaires et vous empêche de la cultiver? Et qui la laboure et l'ensemence pour le compte des propriétaires? N'est-ce pas vous-mêmes?

Or, quand un homme vit selon la volonté divine, il n'ira pas aider le voleur à dévaliser son voisin; au contraire, si misérable que soit sa situation, il dira : « Je ne puis agir contre la loi de Dieu et aider au vol. Plutôt souffrir de faim que de le faire. »

Cet homme parlera de même du serment et du service militaire : « Tuez-moi, dira-t-il, cela vous regarde; quant à moi, il me faudra bien mourir un jour ou

l'autre; mais je ne prêterai serment ni au tsar ni pour servir dans l'armée, car c'est contraire à la loi de Dieu. »

Il parlera de même de la guerre quand on lui demandera de concourir à l'œuvre de guerre ou quand on l'enrôlera lui-même. Il dira : « Je n'ai point d'ennemis, et je ne puis aller contre Dieu. »

Il se comportera de même dans tous ses actes. Il n'achètera pas à vil prix, le bétail, la maison ou la terre de son voisin miséreux; il ne travaillera pas au rabais pour faire concurrence à ses camarades; il ne se mettra pas au service du riche pour l'aider à exploiter le besoin de ses camarades pauvres.

Et une fois que les hommes adopteront cette conduite, il n'y aura plus ni propriétaires, ni fonctionnaires, ni prêtres, ni archevêques; s'il en subsiste, ils gagneront eux-mêmes la vie, et le peuple ne les aura plus à charge.

Pourvu que les hommes se souviennent de la loi fondamentale du Christ : Agis envers les autres comme tu voudrais que les autres agissent envers toi, et tout le monde s'en trouvera bien.

Les hommes se plaignent de ce que leur vie est pénible à cause des riches et des autorités, que ceux-ci les ruinent et les tuent. Mais à qui la faute ?

De même que les poux et toute vermine pullulent sur un corps malsain, les riches et toute sorte d'autorité se multiplient grâce à la mauvaise vie des travailleurs. Vivez bien, et tous ces parasites disparaîtront d'eux-mêmes.

Le fait que les divers chefs, maîtres, fonctionnaires, propriétaires, prêtres, marchands de vin, usuriers ne subsistent que grâce au péché du peuple, et le fait qu'ils disparaîtraient si le peuple vivait selon la loi de Dieu, ressortent de ce qui s'était déjà produit à plusieurs reprises

dans les endroits où les hommes se mettent à vivre suivant l'Evangile. (Par exemple les hommes qu'on appelle Stundistes.)

Les paysans observent les usages établis : vont à l'église, obéissent aux autorités et vivent chacun pour soi ; chacun ne connaît que ses intérêts et ne se soucie de ce que deviennent les autres ; il enlève au pauvre jusqu'à son dernier kaftan. Et la vie s'écoule mauvaise : on se bat, on s'enivre, on se débauche, on se chicane.

Mais voici que soudain éclate dans ce peuple l'étincelle divine. L'un se met à lire l'Evangile, à le comprendre ; d'autres viennent l'écouter, et finalement ils se mettent à vivre selon la loi de Dieu. D'abord ils sont peu nombreux, puis leur nombre s'accroît de plus en plus. Et dès lors la vie change. Les hommes commencent à s'entre-aider, cessent de s'enivrer, de fumer, de se débaucher, de s'injurier, de se battre. Et dès qu'une pareille vie

commence dans un village, les prêtres, les usuriers, les cabaretiers le désertent.

C'est ce qui advint aux Doukhobors au Caucase. Ils se mirent à vivre selon Dieu : réunirent ensemble leurs biens, travaillèrent ensemble, répartirent le produit de leur travail, non d'après la somme de l'effort, mais suivant le besoin de chacun. Du coup disparurent les pauvres, les ivrognes, les débauchés ; et les cabaretiers, les exploiteurs s'en allèrent. Et l'autorité, elle aussi, n'y trouva plus rien à faire. Il en fut de même, tout récemment, des Gouriens qui vivent au Caucase dans le gouvernement de Koutaïs.

Les Gouriens vivaient de la terre. Ils louaient des terrains aux propriétaires de l'endroit. Mais voici que ces derniers commencèrent à renchérir le prix du fermage : ils demandèrent, au lieu du dixième du produit, un tiers, puis, de compte à demi.

La vie devint aux Gouriens lourde, et tous s'accordèrent pour ne plus louer la terre des propriétaires et de ne plus travailler pour eux. Ils élirent des dizeniers, des centeniers, des milleniers, et établirent l'ordre chez eux : ils firent disparaître le pillage, le vol, l'ivrognerie ; ils jugeaient eux-mêmes leurs litiges, privés ou communaux, et personne ne recourait aux autorités [1].

Il est vrai que les autorités n'ont laissé et ne laissent tranquilles ni les Stundistes, ni les Doukhobors, ni les Gouriens, mais les persécutent, les châtient, les tourmentent de toutes les manières. Or, si elles persécutent les hommes pour leur bonne vie, ce n'est pas à l'aide de

1. Et tout eût été parfait. Malheureusement, les Gouriens ne purent tenir jusqu'au bout et quittèrent la bonne voie : ils se mirent à assommer ceux qui refusaient de suivre leur règle de vie. Et sitôt qu'ils commencèrent à agir ainsi, les Russes accoururent avec leur troupe et les firent rentrer dans l'ordre. C'est ainsi que tous leurs justes efforts furent perdus. (*Note de l'auteur.*)

quelque force mystérieuse, mais avec le concours de ces mêmes hommes, avec le vôtre.

De sorte que le salut de tous vos maux ne dépend de personne autre que de vous-mêmes.

« Mais, objectera-t-on, il est possible d'agir ainsi quand tous sont d'accord ; quand cet accord n'existe pas et qu'un seul ou un petit nombre voudra vivre ainsi, les autorités les persécuteront. »

Il est bien certain que l'autorité ne dira pas merci à celui qui contentera Dieu et non pas elle ; peut-être même l'emprisonnera-t-elle et le martyrisera jusqu'à la mort. L'autorité ne peut agir autrement. Il en advint de même au Christ, et le Christ ordonna à ses disciples de s'y tenir prêts.

En effet, on vit selon la loi de Dieu non pour sa commodité, mais pour le salut de son âme. C'est pourquoi celui

qui a foi en Dieu, c'est-à-dire, lorsqu'il consacrera sa vie à l'accomplissement de la volonté divine, il ne s'occupera pas de la manière de vivre des autres, mais vivra lui-même comme Dieu le lui ordonne. Celui qui croit en Dieu et en sa loi sait que l'accomplissement de la volonté divine ne fait de mal ni à lui ni aux autres hommes.

Chacun est libre de choisir sa voie : suivre le Christ ou le commissaire de police. On ne peut servir à la foi Dieu et Mammon.

Si tu veux vivre comme le monde, alors ne parle pas de vie juste, de concorde universelle, mais arrange-toi au mieux de tes propres intérêts. Et si la fortune ne t'a pas mis dans le chariot, mais t'a attaché au collier, tant pis pour toi. Et si tu veux vivre selon Dieu, n'imite pas le monde.

Vous m'écrivez : « Dites-nous com-

ment rester justes et sages et en même temps vivre, manger bien et être bien vêtu. »

C'est impossible. De deux choses l'une : ou vivre en juste ou en bien nourri. Tandis que vivre pour la bonne chère et faire semblant de vivre pour la vérité, c'est la pire des choses, c'est de l'hypocrisie.

« Cherchez le Royaume de Dieu et sa vérité et le reste vous sera donné par surcroît. » Or, « le Royaume de Dieu est en vous, » et, « il s'acquiert par l'effort. » Si les hommes cherchent le Royaume de Dieu, vivent selon Dieu, leur vie sera bonne. Si les hommes mauvais cherchent leur bonheur personnel, leur vie sera mauvaise.

Ainsi, il ne s'agit point de savoir si le chariot est sur ses roues ou non, mais si la vie est bonne. Si elle est bonne, personne ne pourra vous atteler à aucun

chariot. Si elle est mauvaise, vous ne manquerez pas de traîner un lourd chariot.

C'est pourquoi mon conseil est de ne pas penser au chariot. Que ceux qui en ont besoin le redressent et le traînent. Quant à vous, appliquez toutes vos forces pour mener une bonne vie, vivre soi-même comme l'enseigne l'Évangile. Lorsque les hommes vivront selon l'Evangile leur vie sera bonne.

C'est le seul moyen.

En vous répondant, j'avais en vue de nombreuses personnes qui me questionnent sur le même sujet; c'est pourquoi, en vous envoyant cette lettre, je la fais en même temps publier; mais votre nom ne sera pas mentionné.

Yasnaïa Polïana, 7 avril 1905.

LES GOURIENS

LES GOURIENS

LETTRE A UN AMI DE CAUCASE

Les renseignements que m'a communiqués N... sont, à mon avis, de la plus haute importance, et il serait des plus nécessaire de faire connaître au public le grand événement qui se produit en Gourie. Quoique je sois persuadé que les Gouriens ignorent totalement mon existence, je désire vivement leur transmettre l'expression des sentiments et des idées que provoque chez moi leur extraordinaire activité.

Si vous le pouvez et le trouvez bon, dites-leur qu'il est par le monde un vieillard qui durant vingt ans ne cesse de penser et d'écrire que tous les maux des hommes viennent de ce qu'ils attendent des autres, les autorités, l'aide et l'amélioration de la vie, et quand ils voient qu'ils n'obtiennent d'elles ni l'un ni l'autre, ils se mettent à les blâmer, à lutter contre elles. Or, il ne faut attendre ni aide ni aucune amélioration des gouvernants; il ne faut pas non plus s'irriter contre eux, ni les combattre. Il ne faut qu'une chose, précisément ce que font les Gouriens : organiser la vie de façon à ne pas avoir besoin des autorités. Et pour n'en pas avoir besoin, il faut précisément faire ce qu'ils font : vivre selon sa conscience, selon le Christ, en un mot, selon Dieu.

Si vous le pouvez, dites-leur quelle grande joie éprouva ce vieillard lorsqu'il apprit que ce sur quoi il n'avait

cessé de méditer et d'écrire durant de longues années, ce que les savants, se croyant très profonds, se refusent à comprendre, cette même chose a été résolue de leur propre raison et de leur propre conscience, par des milliers d'hommes ; et non seulement ils l'ont résolue, mais encore mis à l'œuvre avec tant de sagesse, que des voisins se joignent déjà à eux.

Dites-leur que cette œuvre est si importante et si bonne, qu'il faut employer toutes les forces (les forces morales : douceur, raison, patience) pour la mener à bonne fin, pour servir d'exemple aux hommes, proches ou lointains, pour concourir à l'établissement du Royaume de Dieu, et cela non par la force et la supercherie, mais par la raison et l'amour.

Dites-leur que je ne suis pas le seul à m'en réjouir, que bien d'autres hommes sont heureux de les savoir vivre ainsi,

et sont prêts à les aider par tous les moyens possibles, si cela est nécessaire ; que tous nous sommes convaincus qu'ils n'abandonneront pas l'œuvre si belle commencée par eux, mais, après avoir déjà tant fait, ils la poursuivront avec la même constance, donnant ainsi l'exemple aux autres.

Dites-leur que cet homme, ce vieillard, pense que leurs forces principales doivent tendre à la vie selon le Christ, selon la conscience, — comme ils le disent eux-mêmes, — en observant la loi qui est la même pour les Chrétiens et pour les Mahométans et pour tous les hommes de la terre. Cette loi prescrit d'aimer tout le monde et de faire aux autres ce qu'on veut qu'on vous fasse. S'ils vivent ainsi, selon la loi divine, personne ne pourra rien leur faire. S'ils sont avec Dieu, Dieu sera avec eux, et nul ne pourra leur nuire.

14 février 1905.

L'UNIVERSELLE RELIGION

L'UNIVERSELLE RELIGION

LETTRE A UN JAPONAIS

Cher ami,

Dans mes livres : *La doctrine chrétienne*[1] et *Quelle est ma foi?* vous trouverez les réponses aux questions que vous me posez.

Il est absolument inutile d'appartenir à la doctrine du Christ, de Bouddha, de Confucius, de Lao-Tseu ou de Mahomet.

1. Connue en France sous le titre de *Vraie Vie*, traduction de Halpérine-Kaminsky (Fasquelle, éditeur).

Il n'existe pas d'autorité extérieure à laquelle l'homme doit obéir. Mais chacun doit avoir une religion, c'est-à-dire l'explication raisonnée et la définition exacte du but de sa vie. Cette explication peut être trouvée par chacun dans sa religion, et elle est la même dans toutes les religions. Elle consiste en ceci :

L'homme est le serviteur d'une puissance supérieure que l'on nomme Dieu, et il doit accomplir la volonté de cette puissance. Sa volonté est l'union de tous les hommes qui peut être réalisée par l'amour. Celui qui s'y conforme ne connaît le mal ni dans la vie ni dans la mort.

Ces vérités sont contenues dans toutes les grandes religions : celles de Bouddha, de Brahma, de Confucius, de Lao-Tseu, d'Israël, du Christ, de Mahomet ; et elles n'ont besoin d'aucune autorité pour être

admises et pratiquées, car elles renferment en elles-mêmes l'autorité la plus haute qui puisse exister : l'approbation intérieure de la conscience.

Cette religion est la seule qui peut libérer les hommes des maux qu'ils se créent. C'est pourquoi je suis certain que le premier et principal devoir de chacun de nous est de faire disparaître les superstitions qui déforment toutes les religions, et de propager cette unique et universelle religion.

Votre ami,

LÉON TOLSTOÏ.

APPENDICE

APPENDICE (1)

I

PROJET DE LA SOCIÉTÉ JAPONAISE

Le projet de la Société japonaise de restitution des terres aux ouvriers, tel qu'il est exposé dans la brochure de cette société : *Appel à toute l'humanité pour le*

(1) Afin de compléter les indications données par Tolstoï au cours du volume sur le système de la nationalisation du sol et montrer en même temps l'extension des idées du moraliste russe au Japon, j'ai cru utile de reproduire ici l'analyse qu'il a faite du projet japonais et de celui de Henry George. J'emprunte ces pages au volume précédemment traduit par moi et également édité par M. Fasquelle : *Conseils aux dirigés.*

rétablissement de la liberté de la terre, consiste en ceci :

Nous savons, — est-il dit dans cet appel, — que la loi naturelle veut que le laborieux s'enrichisse et que l'oisif reste pauvre.

Or, l'état actuel des sociétés est tel que la majorité des pauvres travaille beaucoup et reste pauvre, alors que les riches, en vivant dans l'oisiveté et le luxe, augmentent leurs richesses. La faute en est à l'inobservance de la loi primordiale, fondamentale de la justice, en vertu de laquelle les objets fabriqués doivent appartenir à ceux qui les ont façonnés, et les matières fournies par les forces naturelles, — la terre et tout ce qu'elle produit à l'extérieur et contient à l'intérieur, — doivent appartenir à tous les hommes. Telle est la loi fondamentale de la justice. Or, dans nos sociétés, les lois foncières donnent aux uns le droit exclusif

sur la terre, sans limite de temps ni d'étendue, et privent les autres du droit à la même jouissance. Si bien qu'aujourd'hui certains reçoivent plus qu'ils n'ont besoin, tandis que les autres manquent du nécessaire.

Si nous désirons modifier l'ordre social, ce n'est point pour enlever aux classes riches leurs biens, mais pour rétablir le droit naturel sur la terre qui nous a été donné par le Créateur. Nous désirons que les objets fabriqués par les hommes appartiennent à leurs producteurs, et que les objets produits par la nature soient laissés à la jouissance de tous les hommes.

L'application pratique de notre projet est la suivante :

Toute la terre productive est évaluée et la part de chaque homme est déterminée par le gouvernement d'après le chiffre de la population. Tout homme

dépourvu de terre, ou qui en possède moins que la part fixée, doit avoir le droit d'exiger le lot attribué à celui qui, contrairement à la règle, détient un excédent de terrain, à condition de payer pour cette part le prix déterminé par la loi. Dans tous les autres cas, les hommes peuvent librement posséder la terre et se la transmettre les uns aux autres.

Remarque 1. — L'évaluation de la terre doit être faite d'après la valeur provenant des efforts personnels des possesseurs pour augmenter leurs revenus, indépendamment de la valeur des terres due aux conditions naturelles ou sociales. Cette distinction doit être faite afin que le fruit des efforts demeure la propriété personnelle du producteur, tandis que le résultat des forces naturelles et sociales serait propriété commune.

Remarque 2. — L'étendue du lot de

chaque individu doit être déterminée d'après deux modes de jouissance de la terre, savoir : la jouissance du terrain comme lieu d'habitation et son exploitation en vue de recevoir un revenu. Comme lieu d'habitation, la terre doit être partagée en fractions égales pour chaque personne adulte; pour en tirer revenus, la terre doit être partagée en fractions, petites ou grandes, suivant sa productivité.

Ce plan réalisé, tous les hommes auraient une base solide : chacun aurait un lieu d'habitation et assez de terrains pour vivre. Comme conséquence, le nombre des personnes qui cherchent du travail et des fermiers qui veulent affermer la terre diminuerait. La demande d'ouvriers et de fermiers élèverait ainsi le prix de la main-d'œuvre, tandis que baisserait le prix du fermage. En même temps, le revenu illégitime des capitalistes et des propriétaires

fonciers diminuerait; car les hommes, qui précédemment jugeaient nécessaire de s'inféoder aux capitalistes, sentiraient qu'ils ne dépendent que de l'unique maître naturel, — Dieu, — qui leur donne pour leur travail le salaire total.

Nous estimons que ce système est conforme à l'équité et qu'il porterait remède au mal qu'engendre notre organisation sociale injuste.

Mais si l'on nous indiquait un système plus conforme à l'équité et susceptible de nous guérir plus efficacement du mal, nous l'adopterions sans hésiter.

Nous espérons que tous ceux qui sont convaincus de cette grande vérité : la terre doit appartenir à tous les hommes, — tous, lors même où leur système serait différent du nôtre, se joindrons à nous pour atteindre, par un effort commun, le rétablissement de notre droit naturel et légitime sur la terre.

On allègue qu'un tel projet est prématuré. Nous, au contraire, nous déplorons que les hommes aient tardé si longtemps à pouvoir recouvrer leur droit sur la terre, car durant cinq mille ans de vie sociale et jusqu'à ce jour, un nombre incalculable d'êtres humains quittent cette vie sans avoir compris leurs droits et considèrent ce monde comme un lieu de désespoir et de douleur, simplement parce qu'ils ont été privés de leur droit naturel sur la terre.

C'est pourquoi nous vous supplions, si vous êtes contraires à la violence qui dirige actuellement le monde, si vous désirez la voir remplacer par l'équité, si vous souhaitez l'abolition complète de l'esclavage et la liberté pour l'humanité entière, vous devez appliquer tous vos efforts à rétablir le droit naturel des hommes sur la terre. Si vous ne désirez pas voir les hommes vivre comme des

bêtes, ni le fort opprimer le faible, employez votre énergie à ce rétablissement. Si vous compatissez aux maux de la presque totalité des hommes, qui passent leur vie dans la souffrance, par la faute de ces conditions injustes; si vous plaignez les malheureux enfants, héritiers de cette redoutable situation, consacrez tous vos efforts à ce rétablissement.

Nous sommes convaiucus que la terre est pour tous les humains la terre promise, et que nous ne serons délivrés du joug égyptien qu'en rentrant en possession de cette terre promise. Ce rétablissement de notre droit naturel sur le sol est, il est vrai, la délivrance suprême de l'humanité, et notre projet, nous le savons, n'en est que plus difficile à réaliser; mais nous croyons que l'union de tous les gens de bien est capable d'atteindre ce but.

Tel est le projet de la Société japonaise.

II

PROJET D'HENRY GEORGE

L'autre projet, celui d'Henry George, est ainsi conçu :

« Le droit de propriété, — écrit-il dans son étude : *Ce qu'est l'impôt unique et pourquoi nous le revendiquons*, — s'appuie non sur les lois humaines, mais sur les lois naturelles, autrement dit, sur les lois divines. C'est net et catégorique, et la violation de ce droit, qu'elle soit commise par un individu ou par une collectivité, est la violation du commandement : « Le bien d'autrui tu ne prendras. » L'homme qui pêche un poisson, soigne un pommier, élève un veau, construit une maison, une machine, confectionne un vêtement, peint

des tableaux, acquiert par ce fait même le droit exclusif de propriété sur le produit de son travail : le droit de le donner, de le vendre, de le transmettre en héritage. Puisque la terre n'a pas été faite par nous et n'est qu'un séjour provisoire de générations qui se succèdent, puisque nous y séjournons évidemment par une permission du Créateur égale pour tous, il est clair que personne ne saurait avoir un droit exclusif sur le sol et que les droits de tous sont égaux et inaliénables. Mais ce droit de possession doit être limité par le droit de tous, et, par suite, doit être subordonné au paiement à la société d'une certaine redevance pour le précieux avantage qu'a le possesseur d'exploiter son terrain.

Quand nous frappons d'impôt la maison, les moissons, les outils, le capital ou n'importe quelle richesse, sous quelque forme que ce soit, nous dépossédons

les membres de la société de ce qui, en droit, doit être considéré comme leur propriété, nous violons le droit de propriété (et au nom de la loi nous nous livrons au pillage). Tandis qu'en grevant d'un impôt les valeurs foncières, nous prenons à un membre de la société ce qui appartient, non à lui, mais à la société, et ce qui ne saurait être abandonné à l'individu sans léser les intérêts des autres membres. Donc, nous violons la loi de la justice en grevant d'un impôt le travail ou ses produits, et nous la violons de même en n'imposant pas la propriété foncière. Aussi proposons-nous d'abolir tous les impôts, à l'exclusion de ceux frappant la valeur même du sol, indépendamment de la valeur des constructions et des améliorations qui y sont apportées.

Ce que nous proposons n'est pas l'impôt immobilier, car sous la dénomina-

tion d'immeubles, ont entend aussi les édifices et toutes constructions ; ce n'est pas non plus l'impôt foncier, parce que nous proposons d'imposer non la terre en général, mais seulement sa valeur, qui ne dépend pas du prix des constructions et améliorations extérieures, mais seulement des conditions naturelles et sociales.

Cet impôt unique sur la terre aurait pour conséquences :

I. — De nous débarrasser de toute cette armée de percepteurs et autres fonctionnaires actuellement préposés au récolement des impôts et de fournir au trésor, comparativement aux autres impôts, des recettes bien plus considérables que celles qu'on tire aujourd'hui du peuple. De contribuer, tout en simplifiant et diminuant les dépenses de l'administration, à la rendre plus honnête.

De nous débarrasser des impôts qui, fatalement, conduisent aux tromperies, aux faux, aux concussions. La terre est une matière imposable qu'on ne peut cacher et qu'il est beaucoup plus facile d'estimer que toute autre : c'est pourquoi l'impôt que nous proposons exige pour sa perception moins de dépenses et moins de dommage pour la morale sociale.

II. — Cet impôt augmenterait la prospérité générale dans de grandes proportions : *a*) en écartant l'action funeste exercée par les impôts actuels sur le travail et l'épargne; *b*) en rendant la terre plus accessible à ceux qui veulent en user, puisqu'il rendrait plus difficile l'accaparement de la terre productive par les propriétaires, qui en tirent profit sans la travailler eux-mêmes et n'escomptent que l'augmentation future de sa valeur.

Il faut noter également que l'imposition des produits du travail, d'une part, et la charge insuffisante des valeurs foncières, d'autre part, entraînent la répartition injuste des richesses qui se concentrent, sous forme de grosses fortunes, dans les mains de quelques personnes, alors que la masse s'appauvrit de plus en plus. Cette répartition injuste des richesses a pour résultat : d'un côté la formation de classes oisives et prodigues, parce qu'elles sont trop riches, et de l'autre la formation de classes oisives et dissipatrices, parce qu'elles sont trop pauvres ; si bien que la production sociale se resserre notablement. Enfin, la répartition injuste des richesses, en créant, d'un côté, de puissants millionnaires, de l'autre, des vagabonds sans feu ni lieu, produit des voleurs, des joueurs, toute sorte de parasites sociaux, et exige d'énormes dépenses d'argent et d'éner-

gie pour entretenir des gardiens, des policiers, des tribunaux, des prisons et autres institutions créées pour la sauvegarde de la société.

Pour toutes ces raisons, nous considérons comme une mesure salutaire l'établissement de l'impôt unique sur la terre. Nous ne pensons pas qu'une telle organisation modifie la nature humaine : ce n'est pas en notre pouvoir; mais nous estimons qu'elle créera les conditions dans lesquelles la nature humaine pourra développer tout ce qu'il y a en elle de meilleur, au lieu de développer, comme actuellement, ses instincts les plus mauvais. Elle rendra possible un accroissement de richesse que nous ne pouvons même pas nous imaginer. Elle garantira l'équité dans la répartition des richesses. Elle fera disparaître à la fois la pauvreté imméritée et la dépravante soif de gain. Elle permettra aux hommes d'être au

moins aussi honnêtes, aussi francs, raisonnables et dignes qu'ils le désirent. Elle préparera l'avènement de ce règne de vérité et de justice, c'est-à-dire d'abondance, de paix et de bonheur que Jésus-Christ a ordonné à ses apôtres de revendiquer. »

L'exposé plus complet du projet d'Henry George se trouve dans ses ouvrages : *Progrès et pauvreté*, *Problèmes sociaux* et autres.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Préface du traducteur	1
Lettre au Tsar	29
Le Grand Crime	51
L'Agitation politique actuelle	137
Appel aux hommes politiques	173
Comment pourront s'affranchir les travailleurs	227
Les Gouriens	249
L'universelle religion	255
Appendice	261
I. — Projet de la Société japonaise	263
II. — Projet d'Henry George	271

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette. — 11018.

19176 — L.-Imprimeries réunies, rue Saint-Benoît, 7, Paris.

